PROCES VERBAL
CONSEIL DU 19 FEVRIER 2015

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 19 Février 2015

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - Colette BABOUCHIAN - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Nicole BOUILLOT - Valérie BOYER - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Eric DIARD - Nouriati DJAMBAE - Emilie DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Josiane FOINKINOS - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Patrick MENNUCCI - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Daniel NAVARRO - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - EMMANUELLE SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BERTRAND représenté par Alain CHOPIN - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Eugène CASELLI - Dominique DELOURS représenté par Véronique PRADEL - Jean-Claude GAUDIN représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie GRIGORIAN représentée par Andrée GROS - Garo HOVSEPIAN représenté par Bernard MARTY - Nathalie LAINE représentée par Lionel VALERI - Laurence LUCCIONI représentée par Didier ZANINI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Georges ROSSO représenté par André MOLINO - Claude VALLETTE représenté par Maxime TOMMASINI.

La séance est ouverte à 9 H 35
sous la Présidence de Monsieur Guy TEISSIER,
Député des Bouches-du-Rhône
Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Mes chers collègues, il est temps que nous démarrions notre séance. Le quorum étant largement atteint, je déclare la séance ouverte.

I – APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Je sou mets à votre approbation le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2014. S'il n'y a pas de remarque, il est considéré comme adopté.

Le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2014 est adopté.

Monsieur LE PRESIDENT.- Avant de passer à l'ordre du jour, je souhaiterais passer un message. Je tiens à saluer notre Directeur Général des Services, M. Jean-Claude Terrier dont ce sera le dernier Conseil aujourd'hui puisqu'il est appelé à rejoindre son ministère d'origine, le Ministère de l'Intérieur. A l'issue de la phase de réorganisation dont je l'avais chargé, j'ai décidé de confier à notre actuel Inspecteur Général des Services, M. Philippe Blanquefort, la responsabilité d'être le nouveau Directeur Général des Services. Vous le connaissez bien, il œuvre à nos côtés depuis longtemps avec compétence et courtoisie. Je sais pouvoir compter sur lui pour nous accompagner, élus et administratifs, vers l'échéance majeure du 1^{er} janvier 2016.

Nous passons maintenant à l'ordre du jour.

II – COMPTE -RENDU DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

III – COMPTE -RENDU DES DÉCISIONS DU BUREAU DU 9 OCTOBRE 2014

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président ainsi que le compte-rendu des décisions du Bureau soient portés à la connaissance du Conseil. Ces comptes-rendus ont été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

IV – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT ET MAITRISE DES COUTS

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Blum, la Commission Fonctionnement s'étant réunie ces derniers jours, pouvez-vous nous faire un compte -rendu des travaux ?

Monsieur BLUM.- Monsieur le Président, cette Commission s'est déroulée avec l'approbation de l'ensemble des rapports, en particulier, le rapport budgétaire et le rapport concernant les taux d'imposition puisque pour la première fois depuis bien longtemps, le budget est présenté avec un excédent important, ce qui change de l'habitude. Il faut constater un redressement de nos finances et la volonté que vous avez affirmée, Monsieur le Président, de maintenir à un très haut niveau, l'investissement puisque ce sont 340 millions d'euros d'investissement que nous aurons cette année, sans augmentation des impôts. Mais

je n'en dis pas plus car c'est notre collègue M. Montagnac qui va présenter le budget. En conclusion, l'ensemble des rapports a été adopté.

1. FCT 001-19/02/15 CC - Approbation du budget primitif 2015

Monsieur LE PRESIDENT.- Qui souhaite prendre la parole ?

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, lors du débat sur les orientations budgétaires, il nous avait été promis 30 millions d'euros d'économies en fonctionnement sur le budget principal.

Malgré une lecture attentive des documents qui nous ont été communiqués, je n'ai trouvé qu'une stabilité des dépenses à caractère général et les 6 à 7 millions d'euros effectivement détaillés dans le rapport des orientations budgétaires.

La présentation qui nous est faite des efforts consentis pour l'exercice 2015 est certes empreinte d'une certaine réalité, mais nettement exagérée à mes yeux..

Les principales économies proposées reposent sur des actions déjà engagées depuis longtemps ou sur les effets prévisibles des diverses politiques mises en œuvre, comme la gestion contractuelle de la RTM, qui permettent une économie réelle de plus de 305 millions d'euros.

Parallèlement, il nous est proposé une hausse des charges de personnel limité à 1,14% en comparaison du budget primitif 2014, inférieur au 1,25% qui nous était présenté dans le rapport d'orientations budgétaires, ce qui apparaissait déjà comme un objectif peu réalisable, tant il est évident que toutes les mesures envisageables en la matière nécessitent un temps long pour que leurs effets apparaissent à terme.

Encore faudrait-il comparer cet objectif aux résultats issus du compte administratif 2014 pour mettre encore plus en exergue son manque de réalisme. Je dois néanmoins reconnaître que ce budget permet de stabiliser notre situation financière en matière de fonctionnement.

C'est le moins que nous étions en droit d'attendre, du fait de la très forte hausse des impôts ménage décidée sur l'exercice précédent.

Il est heureux que cette hausse qui pèse encore lourdement sur nos concitoyens pour 2015, soit en mesure de donner un peu de marge de manœuvre à notre budget pour quelques exercices, et permette de dégager un excédent de fonctionnement supérieur aux exercices antérieurs.

Il convient à ce niveau, de remarquer la hausse significative, à taux constant, de la fiscalité entreprise. Nous commençons à mesurer le résultat des efforts déployés depuis de nombreuses années en matière de développement économique. Il convient également de remarquer, qu'en dépit de la baisse des dotations de l'Etat, nos recettes de façon globale sont en hausse de 15 millions d'euros, dû essentiellement à la fiscalité et surtout à la fiscalité ménage.

Mais je souhaiterais aujourd'hui, mettre l'accent sur la partie investissement de ce budget. La baisse proposée est très sensible (plus de 13% par rapport aux exercices précédents) et elle m'apparaît en inadéquation avec la situation actuelle.

Les crédits de paiement mis en place pour 2015 représentent 340 millions d'euros et nous pourrions constater au compte administratif 2015 que les crédits consommés ne seront pas supérieurs à environ 280 / 300 millions d'euros.

Si effectivement, les crédits de paiement concernant la gestion courante de notre collectivité sont sensiblement du même niveau que ceux inscrits sur les exercices antérieurs, les crédits de paiement concernant les projets structurants sont en nette diminution et surtout ne concernant que des investissements sur la Ville de Marseille. J'avais déploré ici même l'annulation d'autorisations de programmes concernant des projets extra Marseille.

Il m'a été répondu lors de la Commission que de nouvelles autorisations de programme avaient été créées dans d'autres chapitres.

C'est exact, à la réserve près que ces autorisations de programme sont d'un montant moindre et que pour la plus part des projets, il n'y a pas de crédit de paiement sur 2015.

Messieurs les Maires apprécieront !

Mais, au-delà de cette répartition entre la ville centre et les autres communes, cette baisse significative de nos investissements est un mauvais coup pour l'économie locale

Le motif invoqué pour justifier cette baisse est, bien entendu, la dette de notre collectivité. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire ici même, la dette ne constitue pas l'alpha et l'oméga de notre gestion financière.

Je le répète, notre collectivité a une situation financière certes tendue et sans grandes marges de manœuvre, mais loin du catastrophisme affiché.

Je rappellerai le succès des emprunts obligataires déjà souscrits et nous allons continuer dans cette voie puisque nous allons vous autoriser par une délibération que nous allons voter d'ici quelques instants, Monsieur le Président, à y avoir encore recours.

L'expérience des situations de crise passées montre que la solution est plus à chercher du côté de KEYNES que du côté de MALTHUS. Le repli de l'investissement public en période de crise ne conduit qu'à accentuer la crise, créant de la déflation et stoppant la croissance.

Voilà, Monsieur le Président ce que je tenais à exprimer sur ce budget primitif 2015.

2015 sera un exercice budgétaire sans surprise et sans réelle vision d'avenir.

Il est sans doute le dernier de notre collectivité et j'espère que le passage à la Métropole permettra d'aborder les questions budgétaires avec un autre regard.

Monsieur GAUDIN.- Avec le soutien du Maire d'Allauch !

Monsieur COULOMB.- Vous lui direz, vous-même, Monsieur le Maire de Marseille !

Pour toutes ces raisons, mon groupe s'abstiendra sur ce budget et sur les délibérations qui en découlent automatiquement.

Je vous remercie.

Monsieur BAUMANN.- Monsieur le Président, chers collègues, après lecture du rapport de présentation du budget primitif 2015 ainsi que le budget primitif 2015 tomes 1 et 2, je n'ai pas vu l'actif réel et détaillé de MPM qui doit représenter un montant très important ou *a minima* l'inventaire complet et détaillé des immobilisations et stocks. Nous sommes donc dans l'ignorance de la réalité.

De plus, en Commission, j'ai pu constater que certaines dépenses de fonctionnement étaient rebaptisées « dépenses d'investissement » ce qui me permet d'affirmer que le résultat présenté est faussé.

Ensuite, toutes les propositions que vous faites ne permettent pas de réduire significativement le surendettement de MPM.

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre.

Merci.

Monsieur ILLAC.- Monsieur le Président, mes chers collègues, avec un total cumulé des dépenses de 1,791 milliard d'euros, ce budget primitif 2015 reste dans les équilibres des précédents budgets. Il est comparable dans sa masse avec le dernier exercice pleinement maîtrisé, c'est-à-dire celui de 2013, (c'est avec celui-là qu'il faut comparer) qui avait été maîtrisé par la précédente majorité, avec un total de dépenses 2015 supérieur de 26 millions d'euros.

On est loin, je le dis pour ceux qui s'étaient exprimés à ce sujet, d'une situation présentée comme extrêmement préoccupante lors des débats budgétaires en avril et juillet 2014, à cause d'une dérive qui était jugée continue des dépenses de la précédente majorité.

On se souvient à ce sujet, des annonces plus ou moins tonitruantes autour de l'impérieuse nécessité d'un redressement de la situation financière de notre collectivité et des dépenses d'équipements.

En avril 2014, on parlait d'une envolée des dépenses qui – je cite, son auteur se reconnaîtra – « *atteindraient 400 millions d'euros... alors que l'enveloppe soutenable (le mot était employé comme ça) se situe autour de 250 millions d'euros* ».

On est loin aussi des déclarations en juillet où l'on disait que l'on resserre un peu plus

la fourchette de nos capacités d'investissement vers les 220 millions d'euros, pour en conclure – je cite encore, son auteur se reconnaîtra – à « *un budget comptablement insincère* » légué par la majorité sortante.

Donc, ce qui était jugé insincère en 2014, devient présentable un an après avec un total des crédits de paiements de 345 millions d'euros pour l'investissement, au lieu des 220 à 250 millions d'euros jugés soutenables...

Alors c'est vrai, Monsieur le Président, je vous vois hocher la tête, il y a les fameux « coups partis » et principalement sur le territoire de Marseille. Il suffit de regarder les détails des AP/CP dans le tome 2...

Dont acte. Je crois que Vincent Coulomb s'est déjà exprimé à ce sujet.

Mais il est vrai qu'entre temps, les contribuables de MPM ont mis largement la main à la poche. Pas n'importe lesquels : les seuls ménages et pas les entreprises.

En effet, ce ne sont pas les 13 millions d'excédents qui ont été présentés tout à l'heure par le Président délégué, de fonctionnement qui fournissent cette capacité budgétaire, mais surtout les 46,3 millions d'euros de recettes de la fiscalité ménages supplémentaires votées depuis un an sous la nouvelle présidence, recettes auxquelles il faut ajouter 10 millions d'euros supplémentaires liés à l'harmonisation de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

Oui, la fiscalité ménage a ainsi augmenté de 24,4% de 2013 à 2015, passant ainsi la barre des 210 millions d'euros.

A l'inverse, les recettes de la fiscalité économique directe et par compensation ont, elles, diminué de 184,4 millions d'euros à 174,3.

Dans le même temps, la projection des taux 2015 de la CFE ne propose pas de rééquilibrage.

Il n'est pas possible également, de garder le silence sur les politiques gouvernementales qui, d'année en année, ne cessent de transférer plus d'interventions publiques (tous les Maires présents le savent) aux collectivités locales tout en diminuant leurs ressources fiscales et leurs dotations budgétaires. Ce sont, rien que pour notre Communauté urbaine cette année, 11 millions d'euros en moins.

Cela nous entraîne dans une spirale régressive pour l'emploi et les services publics et nous éloigne d'une politique d'investissement reposant sur la nécessaire transition énergétique.

Un mot concernant les dépenses de personnel de notre Communauté urbaine. Elles sont annoncées avec une hausse « exemplaire » (je cite) de seulement 1,14% pour cette année. Ce n'est pas mal, comme maîtrise de ce chapitre, mais je vous donne rendez-vous en fin d'année et j'espère qu'on pourra le vérifier lors du compte administratif qu'il se vérifie dans ces pourcentages-là.

Permettez-moi quand même de redire une réalité et dans nos communes, on le sait, pour ceux qui refusent l'austérité, que jouer sur les dépenses en personnel, est une obsession qui ne conduit pas à un bon service public et pourtant, c'est ce qui nous anime.

D'ailleurs, par rapport à ces pourcentages de masse salariale, on peut comparer avec ce qui se passe dans les autres Communautés urbaines et Métropole de France.

On a en France, une dépense moyenne en personnel qui représente 30% des dépenses totales en fonctionnement. Chez nous, cette dépense avoisine 15 à 16%. Et si on se réfère aux trois comptes administratifs depuis 2011, la part de la masse salariale, dans le total des dépenses, après retraitement a baissé de 0,5% et ce n'est pas rien. Nous ne pourrions pas mobiliser un service public de qualité en continuant à baisser ce niveau de dépenses en personnel, nous le savons tous.

Monsieur le Président, vous l'avez dit, et la presse le dit ces derniers jours en long en large et en travers, ce budget est le dernier du genre pour notre Communauté urbaine.

La loi va nous imposer en 2016, une Métropole non choisie dans ses projets, dans ses finalités, mais il est un sujet qui ne fait plus débat ici dans cette instance : celui de l'organisation d'un vrai réseau de transport métropolitain.

C'est un besoin vital. J'en ai encore fait les frais ce matin : je n'ai pas pu être en Bureau de Communauté parce que ça bloque quand on arrive à Marseille...

Monsieur LE PRESIDENT.- Il fallait se lever plus tôt.

Monsieur ILLAC.- Je me suis levé tôt mais j'étais bien représenté. Mon collègue Molino a pu exprimer les positions de notre groupe.

La loi va donc nous imposer cette Métropole.

Les transports métropolitains sont un besoin vital pour permettre les mobilités et le développement économique sur ce territoire.

Il nécessite une programmation d'investissement lourde et durable, même si beaucoup de choses ont été faites ces dernières années, que notre budget en l'état ne peut supporter. Il faut donc faire d'autres choix budgétaires.

Et là, je me permets de le dire, outre le fait d'agir pour rappeler au Gouvernement que les promesses depuis 2012 ne sont pas tenues, nous avançons avec notre groupe trois propositions et ce sera la conclusion de mon intervention, trois propositions que nous pourrions mettre en débat et verser dans la corbeille des ressources financières dont notre collectivité a besoin pour les années à venir.

Première proposition : puisque le Gouvernement nous veut Métropole de premier rang, qu'il nous autorise à disposer des mêmes ressources du Versement Transport que Paris et Les Hauts de Seine, en rehaussant la possibilité de porter le taux de VT jusqu'à 2,7 contre 2 actuellement.

Rien que pour le territoire de Marseille Provence Métropole, cela représente un accroissement possible de recettes à hauteur de 58 millions d'euros (on peut le comparer au 46 millions d'euros des impôts ménage).

Deuxième proposition : pourquoi ne pas créer, comme pour le Grand Paris Express, un fonds d'équipement du transport métropolitain, alimenté sur 20 ans ou plus, d'une participation annuelle prélevée sur l'immobilier d'entreprise et du commerce ?

Enfin, troisième proposition : le renouvellement des rames de métro est programmé sur la décennie à venir pour un montant estimé à 527 millions d'euros. Une autre agglomération s'engage comme nous dans cette opération avec un métro roulant lui aussi sur pneumatique. Il est clair qu'une mutualisation de la commande pourrait générer des économies non négligeables. Au moment où l'on travaille sur la mutualisation...

Notre collègue Marc Poggiale a déjà posé la question en Commission. J'aimerais bien savoir où l'on en est car c'est une proposition que nous faisons depuis quelques temps déjà.

Voilà Monsieur le Président, mes chers collègues, les remarques de mon groupe, mais aussi les trois propositions que nous faisons qui vont dans le sens d'aider notre collectivité à sa gestion future dans les prochaines années.

Parce qu'il repose de plus en plus sur un déséquilibre de la fiscalité supporté surtout par les seuls ménages, sans contrepartie du monde économique, nous n'approuvons pas ce budget.

Notre groupe s'abstiendra sur le budget et dans la même logique, votera contre les taux de fiscalité puisqu'ils ne prennent pas en compte nos propositions.

Merci.

Madame DJAMBAE.- Monsieur le Président, mesdames et messieurs les conseillers communautaires, j'ai bien lu les documents que nous avons reçus le 11 février 2015 pour préparer le Conseil de ce jour.

Nous sommes, je vous le rappelle, le 19. Nous avons eu seulement sept jours pour lire :

- l'ordre du jour du Conseil de 16 pages et 194 points. (Si notre Conseil dure huit heures, il nous faudra 2,50 minutes par point, ce qui est très peu compte tenu de l'importance de certains d'entre eux),
- le rapport de présentation du budget primitif de la Communauté urbaine de 154 pages,
- le budget primitif tome 1 de 287 pages,

- le budget primitif 2015 tome 2 de 235 pages,
- le compte rendu des décisions du Bureau du 19 décembre 2014 de 75 pages,
- les rapports au Bureau de la Communauté,
- le rapport annuel Développement Durable...

Il est vrai que dans la Bible comme dans le Coran, Dieu créa la terre en six jours et il utilisa le septième pour se reposer.

Au-delà de cette vaine critique, je souhaiterais interpeller ce Conseil sur certains points.

Tout d'abord, il est clair que ce budget arrive dans un contexte économique social et environnemental très tendu avec un désengagement de l'Etat, un chômage qui augmente, une croissance en panne, un environnement dégradé et une ambiance géopolitique délétère. C'est un budget qui, malgré ces 1 021 856 522 euros, manque de souffle et ne permet pas de découvrir de manière incontestable les orientations stratégiques pour l'avenir de la Communauté urbaine.

Rien n'est dit sur la transition de la Communauté urbaine vers la grande Métropole et ses difficultés. C'est un budget préparé par des techniciens pour des techniciens : aucun grand projet, aucune politique de long terme, aucune direction ne sont visibles, notamment pour traiter les problèmes que vivent nos populations et les entreprises.

C'est un budget triste, il ne fait rien contre le chômage, rien pour l'entreprise, rien pour notre environnement, rien contre les pollutions, rien contre la pauvreté qui grandit dans nos quartiers, rien contre l'écart de richesse entre les collectivités qui composent la Communauté urbaine. C'est un budget contraint dont la principale raison d'être, outre les affaires courantes, consiste à tenter, sans y parvenir, de solutionner la question de la dette gigantesque de 1,584 milliard d'euros de la Communauté urbaine.

Ensuite, j'aimerais porter votre attention sur une question à laquelle je suis particulièrement intéressée en qualité d'écologiste pour avoir participé à de nombreux forums et colloques sur ces sujets, et qui me semble sous-estimée dans ce budget. Il s'agit des questions fondamentales de l'eau et de l'assainissement. Je vous renvoie pour les détails aux pages 71 à 108 du tome 1 du budget primitif 2015.

J'aimerais de manière plus large avoir quelques éclaircissements sur les remarques de la Chambre régionale des Comptes concernant les contrats de l'eau conclus par la Communauté urbaine. Le Parquet national financier aurait ouvert le 12 janvier 2015 une enquête préliminaire pour favoritisme, prise illégale d'intérêt, complicité et recel de ces délits. Qu'en est-il exactement ?

Il me semble que les élus de cette Assemblée devraient connaître, si ce n'est en détail, au moins la trame générale de ce scandale qui touche une fois encore notre crédibilité de représentants du peuple. A l'heure des économies, au moment des restrictions budgétaires pour notre Communauté urbaine et devant cet imbroglio juridico-administratif qui plonge, une fois de plus, Marseille et la Communauté urbaine dans les eaux troubles de la suspicion de corruption, sur fond de société multinationale de l'eau, ne serait-il pas judicieux de s'interroger sur le coût exorbitant de trois milliards d'euros sur 15 ans des délégations de service public concernant l'assainissement et l'eau à Marseille ?

Je laisse les élus de la majorité et du parti socialiste notamment Eugène Caselli, devant leur conscience et je leur rappelle que la raison d'être de la politique n'est pas l'enrichissement personnel, mais le service des citoyens.

Je vous remercie, Monsieur le Président, mesdames et messieurs les conseillers de votre attention et attend vos éclaircissements avec intérêt. Nous nous abstiendrons.

Monsieur LE PRESIDENT.- Il y a beaucoup de pages et vous avez eu beaucoup de temps pour une femme toute seule...

Monsieur GIBERTI.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus communautaires, chers collègues.

Après une année de transition, ce budget primitif que vous soumettez aujourd'hui à notre Assemblée est en fait votre premier budget et malheureusement votre dernier budget communautaire, Métropole oblige.....

Un budget qui imprimera votre marque, votre volonté politique, votre ambition tant aujourd'hui que dans les années à venir.

Ceci étant, le budget que vous présentez est un budget réaliste, construit dans un contexte économique et politique pour le moins instable avec la baisse des dotations de l'Etat et la Métropole qui se profile à l'horizon 2016 et qui, à ce jour, comporte encore et toujours beaucoup trop d'incertitudes.

Cette baisse drastique des dotations de l'Etat vous oblige, nous oblige, à des économies dont nous acceptons bien entendu le principe, mais pour lesquelles, comme nous l'avons déjà précisé lors du Conseil du 19 décembre dernier, nous sommes et restons très vigilants quant à l'équitable répartition.

Dans ce budget, vous nous présentez essentiellement cinq grands postes de dépenses de fonctionnement pour un montant total de 1 227 millions d'euros et deux grands postes de dépenses d'investissement pour un montant total de 460 millions d'euros dont 337 millions d'euros de dépenses d'équipements essentielles au développement de nos communes.

Sur cette base, Monsieur le Président, nous vous faisons confiance pour que nos communes ne soient pas oubliées en mettant tout en œuvre, dès cette année, pour amorcer sur le long terme tous les projets indispensables à notre développement et ce, en ayant pleinement conscience de l'effort collectif auquel nous devons participer, car nous devons faire face aux réalités économiques, financières et politiques.

Nous voterons donc ce budget, non pas parce qu'il est votre premier, ni même votre dernier budget communautaire, ni par complaisance, mais parce qu'il correspond à la vision qui est la nôtre de la gestion de cette collectivité.

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur le Président, mes chers collègues, tout d'abord, je ferai une réflexion personnelle. Je suis le Maire de Carry-le-Rouet, donc d'une petite ville, mais je suis étonné d'entendre aujourd'hui dans cette Assemblée, une critique concernant la Ville de Marseille. Pendant des années, je n'ai pas entendu cette soi-disant position hégémonique de la Ville de Marseille, et d'un coup, parce qu'il y a eu un changement de majorité, on dit que la Ville de Marseille prend une part importante. Je suis étonné de cette position car je pense que cette année encore, la Ville de Marseille a fait un effort pour permettre à d'autres villes d'avoir des subventions d'investissement et une participation de la Communauté urbaine dans leurs investissements. Donc je remercie la Ville de Marseille et je suis très étonné que ceux qui, pendant des années, n'ont rien dit, le disent cette année.

(Applaudissements)

C'est un avis tout personnel.

Deuxièmement, c'est vrai que le Français a la mémoire courte ! Je rappelle qu'en 2011 ou 2012, une étude, commandée par la précédente mandature, signalait déjà que la situation financière était problématique, que la situation financière, si elle ne s'améliorait pas, allait dans le mur, que la situation financière passait obligatoirement par une augmentation des taux. Je vous le rappelle, nous l'avons dit, en avril 2014 lorsque nous sommes arrivés dans cette Assemblée. Je pense que vous l'avez oublié. Je suis tout à fait en désaccord avec vous lorsque vous dites que finalement il ne s'est rien passé.

Ceci étant dit, je voudrais remercier tous les services et tous les Maires qui ont travaillé pour préparer ce budget, je fais notamment référence à M. Bonnafoux, notre Directeur des Finances ainsi que ses services qui ont participé à l'élaboration de ce budget.

Je voudrais répondre à M. Coulomb qui dit que finalement l'autofinancement n'est pas important. Cher ami, il est déjà de 11 millions, auxquels il faudrait ajouter la DGF qui représente encore 13 millions. Cela signifie que si la DGF n'avait pas bougé, notre autofinancement serait de 24 millions d'euros. Il y a longtemps que la Communauté urbaine n'avait pas eu cette position favorable en autofinancement. Cela prouve qu'il y a eu un impact et une différence dans le fonctionnement et dans l'investissement.

Par ailleurs, et je le disais l'autre jour à la Commission, nous ne pourrions pas éternellement faire des économies sur le fonctionnement, notamment lorsque nous aurons atteint le point de non-retour au niveau du personnel, lorsque nous aurons atteint le point de non-retour au niveau des économies dans les autres services. C'est comme un athlète qui court le 100 mètres en 9,6 secondes, il ne pourra pas le faire en 5 secondes, c'est impossible. Pour nous, c'est pareil. Cela signifie qu'il va falloir faire des efforts sur les investissements.

Je pense que beaucoup de Maires partagent mon avis. Nous avons vécu longtemps, et tous en ont profité, sur un train de vie qui ne peut plus être le nôtre aujourd'hui. Je pense que nous avons intérêt à avoir un investissement qui corresponde à nos possibilités. Ne dépensons pas plus que ce que nous pouvons.

En ce qui concerne la dette, j'ai entendu Madame parler de la dette. Mais la dette a diminué, Madame, puisque nous étions, l'an dernier, à 184 millions d'euros d'investissement et que nous n'avons emprunté que 146 millions. Cela signifie qu'un effort est fait. Un redressement s'est opéré et je rejoins notre ami et collègue, le Maire de Gémenos qui est à côté de moi ; nous avons constaté, aussi bien au niveau des services qu'au niveau de la Direction Générale, un effort considérable sur ce budget 2015.

Je crois que dans la corbeille de la Métropole, nous aurons fait le geste nécessaire pour que nous n'ayons pas une situation financière très désastreuse. En tout cas, je remercie tous les services qui ont travaillé sur ce budget.

(Applaudissements)

Madame CARADEC. - Monsieur le Président, chers collègues, moi aussi, au nom du groupe, je tiens à saluer le travail effectué par les membres de la Commission « Fonctionnement et Maîtrise des coûts » sous la présidence de Commission de M. Roland Blum et la Vice-présidence de notre collègue Jean Montagnac, qui ont fait preuve de pédagogie, d'investissement pour justement, comme l'indique l'intitulé, maîtriser les coûts pour aujourd'hui arriver à un budget primitif que je qualifierai de réaliste et de pragmatique.

Réaliste et pragmatique car il a été construit dans un contexte institutionnel, économique et financier pour le moins complexe.

Rappelez-vous, dès après l'audit d'avril 2014 diligenté par le Président Guy Teissier, nous avons constaté à quel point il était urgent et impératif de limiter un certain nombre de dérives et de largesses qui auraient pu contraindre le Préfet à mettre l'institution sous tutelle et freiner considérablement le développement de nos 18 communes.

C'est pourquoi, face à cette situation préoccupante, nous n'avons eu d'autre choix que le recours à la fiscalité, choix pleinement assumé car accompagné dans le même temps d'une réduction de la dépense publique.

Ainsi, en seulement neuf mois, nous avons réussi à inverser la tendance, clôturant l'exercice 2014 par un résultat positif, indispensable pour stopper l'hémorragie de la dette.

Aussi, c'est bien ce changement de cap initié l'année passée qui nous permet aujourd'hui, Monsieur le Président, de disposer d'un budget primitif fidèle aux priorités que nous souhaitons engager pour notre territoire.

Ces mêmes choix permettent ainsi, pour la première fois depuis 2012, de présenter un budget à l'équilibre sans qu'il ne soit nécessaire de recourir à l'emprunt, de puiser dans

les réserves, avec un budget principal dégagant un excédent de près de 13 millions d'euros, qui sera réaffecté à de l'investissement.

Alors si nous l'avons fait, d'autres auraient pu, me direz-vous, le faire avant nous ! Mais force est de constater que nous n'avons pas, les uns et les autres, les mêmes priorités en matière d'emploi des deniers publics, en matière de gestion mais aussi en matière d'investissement pour l'avenir de nos territoires (pour répondre à notre collègue Verte).

Ce budget permet ainsi de stabiliser les dépenses de gestion consolidées grâce :

- aux économies demandées aux services (la mutualisation comme cela a été évoqué et la réduction du « train de vie » de la collectivité),
- à la maîtrise de coûts attachés à la compétence transport (et notamment la RTM)
- enfin, à une meilleure maîtrise de la masse salariale dont la progression est limitée cette année au niveau inédit de +1,14% !

Je profite également de l'occasion qui m'est donnée pour remercier les Maires qui ont collectivement soutenu cette démarche qui a permis de « corriger » substantiellement le budget d'investissement des communes qui n'était jusque-là que pure fiction !

Je me réjouis donc, tout comme vous, de constater que notre capacité à investir pour un développement harmonieux et équilibré de nos territoires est intacte et qu'elle poursuit la dynamique ô combien essentielle visant à développer les projets structurant de notre Communauté urbaine :

- qu'il s'agisse de la poursuite des investissements en matière de transport à Marseille, tramway, métro, BHNS mais aussi BHNS autour de l'Etang de Berre, sans omettre le renouvellement partiel du parc de véhicules de services par des véhicules électriques.

- qu'il s'agisse du développement économique et de la création d'emplois via :

- le soutien au développement des zones d'activités, comme cela a été le cas lorsque vous avez, pas plus tard que la semaine passée, Monsieur le Président, officialisé le lancement de la commercialisation de la zone Athélia 5 à La Ciotat ;

- l'aide à la création de projets innovants comme le projet « Henri FABRE » destiné à développer davantage la filière aéronautique et mécanique ou encore « The Camp », projet international qui vise à la construction, sur l'Europôle de l'Arbois, d'un campus numérique dernière génération destiné aux étudiants et créateurs d'entreprises des quatre coins du monde !

- ainsi que les projets d'équipements tels que la base nautique de Marignane, la rénovation du centre-ville de la Ciotat, et la rénovation de voirie ou la création de voies nouvelles pour les communes d'Allauch, Ensues, Gignac et Le Rove.

Ce budget, qui est le dernier de notre EPCI, poursuit donc les efforts engagés au titre de l'investissement.

Demain, il faudra que la Métropole veuille à conforter les communes en leur garantissant stabilité et visibilité dans ses dotations et investissements.

C'est pourquoi, dès aujourd'hui, les 18 Maires doivent être très attentifs et impliqués dans la construction du pacte financier qui ne peut attendre l'année 2016. Je remercie tous les travaux faits par les services de la Communauté urbaine, et notamment M. Blanquefort et Mme Garidel qui ne ménagent pas leur peine pour faire en sorte que l'on y voit plus clair dans tout ce schéma.

Les Maires, échelon essentiel de notre organisation démocratique sont et doivent demeurer acteurs et décideurs à l'instar de l'amendement déposé par Jean-Claude Gaudin sur les PLUi qui devrait être rétabli ces jours-ci à l'Assemblée. Il est indispensable, croyez-

moi, de donner un rôle accru aux Maires dans l'élaboration de leurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux via les futurs conseils de territoire.

Aussi, dans cette assemblée, je le dis à nouveau avec la même force, la prise de position de Patrick Mennucci sur ce sujet n'est pas acceptable. Elle démontre une méconnaissance du sujet et un vrai goût pour la provocation et l'affrontement. En l'espèce, nous n'en n'avons pas besoin. Il s'agit d'un sujet sérieux et consensuel.

Comment peut-on considérer que seule la Métropole pourrait, unilatéralement, imposer aux Maires des exigences fortes en matière d'urbanisme ou d'habitat sans au préalable prévoir les conditions d'une concertation intelligente et constructive, proche des réalités de terrain, des contraintes, mais aussi des bonnes intentions de chacun ?

Donc, tous au travail pour que cette Métropole puisse être, comme le dit le Président, une Métropole qui nous rassemble et qui nous ressemble.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci.

Mesdames, messieurs, chers collègues, je ne dirai que quelques mots car tout a été excellemment dit par M. Montagnac, M. Giberti et, à l'instant même, par Mme Caradec.

Même si les critiques ont été très mesurées, nous sommes, nous le savons, dans une espèce de jeu de rôle. J'ai bien entendu des choses ici et maintenant et d'autres choses, ailleurs et en d'autres temps.

Je voulais juste dire à M. Coulomb que nous avons réalisé un effort important. Vous demandiez comment ; je vais vous le dire. Sur la propreté : 1,5 million. Sur les Directions : 3,5 millions. Sur la RTM : 3 millions. Sur le personnel : 2,5 millions. Sur le pluvial, nous avons une recette supplémentaire – sur Marseille uniquement – de 14 millions. Les parutions s'élevaient à 800 000 euros, nous les avons réduites de manière drastique. Sur la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, nous avons un million de recettes en plus. Nous avons également des recettes tarifaires sur la RTM puisque nous avons appliqué l'augmentation de la TVA voulue par le Gouvernement, ce qui nous amène à un total de 29,2 millions d'euros.

J'ai trouvé que votre critique était très modérée. Il n'y a qu'une chose qui m'a un peu choqué ou que je n'ai pas bien comprise. Vous donnez un signal négatif quand vous dites : « *Vous allez paralyser l'économie avec l'investissement* ». Je trouve qu'il y a un contresens à ce que vous dites. D'un côté, vous dites qu'on ne fait pas tellement d'économie avec 345 millions d'investissement et de l'autre, vous dites que cela ne va pas être suffisant.

Je ne vais pas recommencer à égrainer tous les projets dont vient de parler Laure-Agnès Caradec. On pourrait faire une liste exhaustive de tout ce qui est engagé. Je rappelle que nous allons communément payer 57 millions, ne serait-ce que pour la L2.

Quant au budget de l'année dernière, je ne vais pas encore vous égrainer les chiffres. Chacun sait que pour boucler le budget 2013, il a fallu, au mois de décembre, faire appel à un emprunt de 60 millions d'euros auprès de la Caisse d'Épargne. Vous le saviez, vous suiviez les comptes l'an passé tout comme vous continuez à les suivre aujourd'hui.

Vous saviez, nous savions, y compris mon prédécesseur, les grandes difficultés dans lesquelles cette collectivité locale devait se mouvoir, avec des charges qui tombaient comme à Gravelotte. Il fallait donc faire un effort considérable, que nous avons accompli. Je tiens à remercier tous les Maires pour leur compréhension et leur attitude responsable et solidaire.

Quant à vous, Monsieur Illac, vous avez un crédo bien connu : *embaucher plus pour travailler moins*. Eh bien non ! Nous disons, pour notre part, qu'il faut embaucher ce qu'il faut.

(Brouhaha)

Vous avez fait trois propositions sur l'aspect fiscal, c'est autre chose.

Monsieur MAGRO.- Ce sont des phrases pour la presse !

Monsieur LE PRESIDENT.- Non, nous ne sommes pas dans la posture !

Monsieur Illac, je pense qu'il faut ce qu'il faut dans toutes les collectivités et d'ailleurs chez vous, je ne pense pas qu'il y ait pléthore d'employés municipaux. Vous avez ce qu'il faut.

Monsieur ILLAC.- Mais je n'ai pas dit cela !

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous me dites ici qu'il aurait fallu faire plus ! Mais à Lyon, votre camarade socialiste, M. Collomb, a un milliard de plus que nous dans son budget et pourtant, il a un taux d'investissement en direction des communes de 270 millions alors que nous sommes, nous, à 345 millions. De quoi se plaint-on ?

Nous devons, c'est l'objectif, vous l'avez rappelé, réduire encore nos investissements. Nous serons tenus de réduire, comme l'ensemble des collectivités. C'est une raison simple qui a fait que nous avons maintenu cet investissement. C'est parce que vous l'avez demandé, c'est parce que je m'y suis engagé. Il était impossible de passer de 430 millions en 2013 à 270 millions d'une manière aussi brutale. Les coups étaient partis, il fallait continuer et accompagner ce changement. C'est la raison pour laquelle nous en sommes là aujourd'hui. Il y a non seulement une marche, mais un étage qui nous sépare !

Quant à vous, Monsieur Baumann, je vais vous dire, avec beaucoup d'estime, que je n'ai rien compris à ce que vous nous avez dit. Je vous le dis très simplement, très gentiment et je n'en dirai pas plus. J'ai retenu que vous voteriez contre. Je pense que c'est une posture politicienne et non pas politique. Libre à vous de la prendre si vous souhaitez la prendre. Tant pis pour vous ! Je pensais que vous auriez été plus perspicace, mais semble-t-il, vous avez la résonance du bunker et manifestement les bonnes idées ont du mal à passer.

Quant à mes collègues, je voudrais les remercier très sincèrement pour l'aide qu'ils ont apportée à l'élaboration de ce budget, à leur amitié, mais aussi à leur perspicacité et à la vigilance toujours active. Je pense que c'est bien comme cela que la démocratie doit fonctionner. Même lorsque nous sommes dans les majorités, le magistère du verbe doit persister. Il existe, le débat existe, soyez en remerciés car je crois que c'est comme cela que l'on avance. C'est aussi comme cela que nous faisons de bonnes majorités solides et que nous préparons pour nos concitoyens de bons budgets.

Donc merci à Jean, merci à M. Giberti, merci à Laure-Agnès Caradec pour son intervention très exhaustive, citant ce que nous allions réaliser et dieu sait que nous aurions pu ajouter beaucoup de choses. Merci également aux Directeurs Généraux, aux Services des Finances et à ceux qui m'entourent, pour avoir préparé ce budget que je continue à imaginer et à croire excellent. Il va nous permettre de rentrer dans une Métropole la tête haute.

A propos de la Métropole, je dirai un mot. Vous avez parlé tout à l'heure du Grand Paris. Eh bien oui, le Gouvernement est ainsi : il y a deux poids et trois mesures. Une mesure pour Paris ; il semblerait qu'il ne soit de bon bec que là-bas. Une mesure à Lyon ; encore autre chose. Et puis, une mesure pour Marseille.

Je pensais que la République avait plutôt une vision unanimiste de l'ensemble de ses Métropoles, que lorsque le Premier Ministre s'engageait, sa parole valait un engagement fort et que nous n'avions pas besoin de passer devant un tabellion pour signer au bas d'un parchemin son engagement. Je pensais que le verbe était encore quelque chose qui pouvait compter dans notre République. *Que nenni !*

Voilà que nous, les Présidents d'EPCI, discutons avec le Premier Ministre et que 48 heures après, le Ministre, défait et détricote tout ce que le Premier Ministre avait pu dire !

Je dois dire qu'il en a beaucoup sur le dos en ce moment et qu'il a probablement d'autres chats à fouetter.

Néanmoins, ce qui me chagrine, c'est que cette loi, qui est en débat aujourd'hui – et je vous prie d'excuser un certain nombre de parlementaires qui ne sont pas là à cet instant, moi-même je serai tenu de vous quitter à midi pour retourner à l'Assemblée – me déçoit. Je suis déçu qu'on ait accordé la personnalité morale aux EPCI à Paris mais qu'on la refuse à Marseille. Pourquoi ? Serions-nous moins bons qu'eux ? N'aurions-nous pas les mêmes qualités ou les mêmes capacités ?

Je suis choqué qu'effectivement la taxe transports reste à ces EPCI, ce que nous n'aurons pas puisque nous n'aurons plus aucune ressource. Nous agirons à partir d'un budget qui sera décidé par la Métropole, un « état spécial » comme cela s'appelle, qui nous sera confié et que nous répartirons.

J'avoue ne pas bien comprendre pourquoi il y a, comme je le disais, deux poids et trois mesures, car je pensais qu'une Métropole, qui se construit pour les enfants de nos enfants, nécessitait qu'elle soit une réussite pour nous tous.

J'ai peur, quand je vois l'incompréhension d'un certain nombre de nos collègues Maires qui vont entrer à reculons dans cette Métropole, que nous nous trouvions dans un goulet d'étranglement pendant un an ou deux ans, à défricher un maquis juridique extrêmement touffu et que là, Monsieur Illac, nous ayons un vrai risque de défaut d'investissement et de ralentissement de l'économie car nous aurons probablement beaucoup de difficultés à établir les premiers budgets.

C'est la raison pour laquelle, mes chers collègues, j'avais présenté un amendement qui a été retoqué. Ce n'est pas grave, je suis déçu, pas abattu. Cet amendement prévoyait que nous préparions un pacte financier et fiscal de telle manière qu'au premier janvier, nous sachions là où nous allions nous engager et comment nous allions manœuvrer. Cela a été repoussé. Je vais quand même le représenter à l'article 88 dans le débat public. Je ne me fais pas beaucoup d'illusion.

Il n'en reste pas moins vrai que les Maires ne devraient pas rester dans des combats et des positions stériles d'opposition systématique, dogmatique et quelquefois irraisonnée, que je respecte et que je peux comprendre de la part des Maires. (Je dois le dire, il y en a peu ici, dans cette Assemblée). Car consentie ou subie, la loi sera votée et nous serons tenus de l'appliquer à partir du 1^{er} janvier prochain. Nous devrions plutôt travailler ensemble à préparer un pacte fiscal et financier, pour que nous ne soyons pas surpris, dès que cette loi devra s'appliquer, de la gestion du denier public que nous devons faire, pour le meilleur usage dans nos communes et bien sûr au service de l'ensemble de nos concitoyens.

Nous allons passer de 18 communes à 92 communes, de 1,2 à 1,8 million d'habitants. La tâche ne sera pas simple et nous aurons vraiment besoin de travailler tous ensemble dans la meilleure des compréhensions.

Je vous remercie de m'avoir écouté.

(Applaudissements)

Je mets aux voix le budget primitif 2015.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstention du groupe Agir Pour l'Espace Métropolitain

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

Abstention de Mme Djambaé

2. FCT 002-19/02/15 CC - Approbation du taux 2015 de la cotisation foncière des entreprises

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable de la Commission, vote contre du groupe Pour un Territoire Solidaire et réserve de vote du groupe Agir Pour l'Espace Métropolitain.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Vote contre du groupe Pour un Territoire Solidaire
Abstention du groupe Agir Pour l'Espace Métropolitain
Abstention de Mme Djambaé

3. FCT 003-19/02/15 CC - Approbation des taux 2015 des impôts ménages

Monsieur LE PRESIDENT.- Les taux ne changent pas. Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Vote contre du groupe Pour un Territoire Solidaire
Abstention du groupe Agir Pour l'Espace Métropolitain
Abstention de Mme Djambaé

4. FCT 004-19/02/15 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe Collecte et Traitement des déchets pour 2015

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable à l'unanimité de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

5. FCT 005-19/02/15 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe Transport pour 2015

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable à l'unanimité de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

6. FCT 006-19/02/15 CC - Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe du Marché d'Intérêt National (MIN) pour 2015

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable à l'unanimité de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

7. FCT 007-19/02/15 CC - Délégation du Conseil de Communauté au Président pour la mise en œuvre du programme Euro Medium Term Note (EMTN)

Monsieur MONTAGNAC.- Apparemment, il y avait l'unanimité en Commission, mais je vois que les votes changent aujourd'hui.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

8. FCT 008-19/02/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à la Société d'Economie Mixte SOGIMA pour la construction de soixante-quatre logements collectifs locatifs sociaux situés Chemin du Réservoir à Ceyreste.

Monsieur MONTAGNAC.- Avis favorable à l'unanimité de la Commission,
Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

9. FCT 009-19/02/15 CC - Approbation d'une Garantie d'emprunt à la Société d'Economie Mixte SOGIMA pour la construction de dix-huit logements collectifs locatifs sociaux à Marseille dans le 3ème arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

10. FCT 010-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°3 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), du programme de travail 2015 et d'attribution d'une subvention au titre de l'année 2015.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Mme Caradec et M. Chenoz ne prennent pas part au vote.

11. FCT 011-19/02/15 CC - Approbation d'une convention pour la participation de Marseille Provence Métropole à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'année 2015.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

12. FCT 012-19/02/15 CC - Création de six opérations relatives aux systèmes d'information de Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous passons à l'administration générale et aux ressources humaines, Monsieur Giorgi.

13. FCT 013-19/02/15 CC - Approbation d'une convention d'obligations de service public pour la mise à jour du Référentiel à Grande Echelle sur le territoire du département des Bouches-du-Rhône

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission,
Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

14. FCT 014-19/02/15 CC - Approbation d'une convention avec la commune de Cassis relative à la mise œuvre, hébergement et exploitation régulière de l'outil logiciel d'instruction des droits du sol

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

15. FCT 015-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une nouvelle opération pour l'étude et la réalisation des travaux d'aménagement du pôle déchets propreté sur le site de "Rivoire et Carret", 55, rue du Docteur Heckel à Marseille

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

16. FCT 016-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux d'entretien et de grosses réparations sur le patrimoine bâti communautaire

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. FCT 017-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition de véhicules légers et deux roues

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. FCT 018-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de partenariat avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (Ugap) dans les domaines de l'informatique des prestations de services, et de l'acquisition de véhicules

Monsieur GIORGI.- Avis favorable unanime de la Commission,

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

19. FCT 019-19/02/15 CC - Désignation de représentants de Marseille Provence Métropole

Monsieur GIORGI.- Il s'agit de la désignation d'un représentant de MPM au crématorium Saint Pierre. Il convient d'approuver la candidature de Roland Giberti. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. FCT 020-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association "LA COOP" et approbation d'une convention.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable avec une réserve de vote du groupe Pour un Territoire Solidaire.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Pour un Territoire Solidaire

21. FCT 021-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention et approbation d'une convention pluriannuelle avec la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ) de Marseille et des communes environnantes

Monsieur GIORGI.- Avis favorable avec une réserve de vote des groupes Pour un Territoire Solidaire, Agir Pour l'Espace Métropolitain et Entente pour l'Intérêt des Communes.

Madame HAMMOUCHE.- Monsieur le Président, chers collègues, par cette délibération, MPM s'engage à verser à la Confédération des CIQ la somme de 180 000 euros répartie sur trois exercices : 2015 – 2016 - 2017

Ceci appelle plusieurs interrogations de la part de notre groupe. Tout d'abord, à la lecture de cette délibération, la somme annuelle de 60 000 euros nous paraît disproportionnée par rapport aux contributions attendues de la part de la Confédération des CIQ.

En effet, si en matière de contrôle sur l'état de propreté de la ville, on peut considérer que l'apport des CIQ sera un plus, on peut légitimement s'interroger sur ce que la Confédération pourrait apporter, comme la convention le prévoit, en matière de Développement Economique, Social et Culturel (excusez du peu), sachant que cela sort de la pratique réelle des CIQ, même si leur objet social s'est voulu volontairement très élargi.

On peut se poser la même question en matière d'aménagement du territoire où existe déjà le processus des enquêtes publiques auxquelles participent bon nombre d'autres associations aux côtés des particuliers.

D'autre part, Monsieur le Président, MPM aide déjà largement les CIQ à travers des relations quasi journalières au moyen des questions-réponses relatives à des demandes d'interventions sur le terrain, grâce à une boîte mail dédiée et au travail d'un agent qui, quasi à plein temps, sert de relais auprès des services interrogés.

De plus, la Ville de Marseille aide également la Confédération des CIQ par la mise à disposition de leurs locaux boulevard Garibaldi, mais aussi par l'octroi de subventions triennales (63 000 euros pour 2014, délibération n°70 votée au Conseil municipal du 30 juin).

Est-ce à dire qu' MPM se substitue à la Ville de Marseille ? En tout cas nous n'avons pas vu de délibération où la Ville de Marseille, dans le cadre d'un parallélisme des formes, mettrait fin à la convention triennale avec la Confédération des CIQ.

Enfin, on constate que la convention qui nous est proposée aujourd'hui prend fin le 31 décembre 2017, alors que l'on sait que la Métropole sera en place au 1^{er} janvier 2016, et rien ne dit qu'elle se substituera à la Communauté urbaine pour pérenniser, en tout ou partie, cette subvention qui concerne une association dont l'action se situe sur la Ville de Marseille et quelques communes environnantes.

Pour reprendre une appellation humoristique de notre collègue Montagnac, je veux bien que l'on mette dans la corbeille de la mariée quelque chose, mais enfin, 180 000 euros, ce n'est pas rien...

La mariée peut être belle à ce prix-là !

Monsieur le Président, pour l'ensemble de ces raisons, et même si nous respectons le travail de la Confédération des CIQ, nous ne participerons pas au vote de cette délibération. Permettez.

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien sûr, nous permettons et je pense que les Présidents des Comités d'Intérêt de Quartier apprécieront l'accompagnement et l'aide que vous apportez à cet exercice de démocratie de proximité.

Permettez-moi de redresser quelque chose qui est faux. Il y a 250 CIQ répertoriés, 180 sont sur Marseille et 70 hors Marseille. C'est une petite précision pour vous faire savoir qu'ils ne sont pas seulement sur Marseille et d'ailleurs, je vois que Maître Tixier, qui est de La Ciotat demande la parole.

Monsieur TIXIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je suis un peu surpris et déçu de cette position. Je m'attendais à ce que chacun approuve, surtout dans les temps actuels où l'on parle de façon urgente de démocratie participative et que les citoyens s'engagent, étant entendu que nous, élus, sommes bien conscients que nous sommes de moins en moins écoutés par les concitoyens. Heureusement qu'il y a des citoyens qui s'engagent, on l'a encore vu au mois de janvier.

Les Comités d'intérêt de Quartier, chère amie, ne sont pas du tout l'apanage de Marseille. A La Ciotat, si vous me permettez l'expression, nous en avons six. Dans toutes les communes de cette Assemblée, je crois que les CIQ sont présents.

Il y a, au Conseil d'administration de la RTM, depuis toujours des représentants des CIQ, souvent sévères d'ailleurs. Il y a, au Conseil de Développement dont j'ai eu le plaisir de me voir confier la présidence il y a quelques temps et je vous en remercie, dans chaque commission du Conseil de Développement où je vous rappelle une fois de plus que ce sont des bénévoles, il y a des représentants depuis toujours. Monique Cordier, qui l'a été elle-même, en est ô combien un témoin éclairé. Il y a une Commission Transports Déplacements, ils sont présents. Il y a une Commission Développement Economique, ils sont présents. Il y a une Commission Habitat Solidarité, ils sont présents. Il y a une Commission Environnement, Agriculture Cadre de vie, ils sont présents et il y a une Commission Culture et Tourisme, ils sont présents.

Alors que nous sommes dans une société qui se replie sur elle-même et qui passe son temps à regarder Facebook ou des écrans, que des gens prennent de leur temps bénévolement pour s'engager et que vous le critiquez me sidère.

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, je ferai deux petites remarques sur la position du groupe socialiste qui, à mes yeux, est complètement incompréhensible, mais qui, mine de rien si l'on y réfléchit bien, si on se rappelle de l'histoire, est finalement cohérente avec ce qui anime le parti socialiste depuis un certain nombre d'années. Car n'oubliez pas, mes chers collègues, que c'est votre parti qui avait notamment proposé la création des conseils de quartier qui avaient pour objectif de venir se substituer aux Comités d'Intérêt de Quartier. Vous êtes toujours dans cette ligne qui est de vouloir affaiblir le dialogue entre les citoyens et la collectivité.

Aujourd'hui, comme vient de le dire fort excellemment notre collègue Jean-Louis Tixier, au moment où la relation entre les élus et nos administrés, au moment où la société a besoin de lien social, au moment où la société a besoin de débats participatifs – et c'est vous qui défendez la démocratie participative – que ce soit vous qui aujourd'hui venez condamner, qui venez affaiblir le travail des Comités d'Intérêt de Quartier est incompréhensible.

La Confédération des Comités d'intérêt de Quartier, vous le savez, a pour but de coordonner le travail de l'ensemble des Comités d'Intérêt de Quartier et elle n'a pas simplement l'appui logistique de la Communauté urbaine avec des échanges via internet, comme vous semblez vouloir le considérer. Certes, c'est un travail, mais ça n'est pas que cela.

Pour coordonner le travail de plus de 200 Comités d'Intérêt de Quartier, il faut une logistique. C'est normal, me semble-t-il, que la collectivité dans laquelle nous siégeons apporte son obole. C'est même l'inverse qui me surprend.

Pourquoi a-t-il fallu attendre 2015 pour que la Communauté urbaine qui gère quasiment 80% des compétences de proximité dans nos communes s'empare de cette question ? C'est bien la question que nous devrions nous poser.

Franchement, c'est incompréhensible. Je ne trouve qu'une réponse, Monsieur le Président, c'est qu'il y a derrière tout cela, une idéologie qui sous-tend, celle de vouloir substituer au fur et à mesure les Comités d'Intérêt de Quartier par les Conseils de Quartier. Vous avez voulu le faire par la loi, vous n'y êtes pas arrivés. Nous au contraire, nous essayons de donner du muscle à la démocratie participative et à la démocratie locale. Vouloir se démarquer sur cette question-là est très surprenant et incompréhensible au regard des valeurs que vous défendez depuis de nombreuses années, me semble-t-il.

(Applaudissements)

Madame GHALI.- Monsieur Royer-Perreaut, vous qui aimez faire des envolées lyriques, comme dirait ma collègue Louisa Hammouche, sur la question des CIQ, ne vous méprenez pas sur notre position. Elle est claire.

Tout d'abord, les CIQ doivent être libres. Ils l'ont été pendant des années, sans subvention et cela a très bien fonctionné. Que la Ville de Marseille mette à disposition des locaux à la Confédération, je crois que nous l'avons voté avec la majorité municipale, il n'y a aucun problème. Nous avons voté l'aide que la Ville de Marseille apporte aux CIQ, il n'y a aucun problème.

Nous considérons ce qu'a déjà donné la Ville de Marseille, ce que la Communauté urbaine avait déjà mis en place pour les CIQ à travers un personnel qui travaille avec les CIQ quasiment à temps plein. On ne l'évalue pas, mais c'est de l'argent. Il y a des services qui travaillent au quotidien avec les CIQ.

Mais je tiens à rappeler quelque chose car je pense qu'il faut qu'on fasse attention à la notion de démocratie. La démocratie, ce sont les électeurs tout d'abord, ce sont les élus tous bords confondus. C'est cela la démocratie.

Les associations participent à cette démocratie avec les élus ou alors, on remet tout en cause. Ce qui est valable aujourd'hui, l'est aussi pour d'autres associations et pas seulement pour les CIQ.

Patrick Mennucci a souhaité qu'il y ait des Conseils de quartier, lui, en tant que Maire de secteur, les a créés. Il me semble que d'autres mairies de secteur à gauche ne l'ont pas fait.

Pour ma part, je reconnais pleinement les CIQ, je travaille avec eux, et croyez-moi, nous travaillons bien. C'est aussi un échange. Il y a les CIQ, mais il y a aussi les habitants avec lesquels nous avons des échanges, notamment dans les réunions publiques.

En ce qui nous concerne, nous ne voterons pas contre, nous ne souhaitons pas participer au vote. Mme Hammouche vous a posé des questions claires sur la pérennité de la subvention. Quid de 2016 ? De plus, le montant de la subvention nous paraît élevé par rapport à ce qu'il y a à faire.

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous allons conclure sur ce sujet. Je suis stupéfait que vous vous absteniez sur quelque chose qui fortifie la démocratie locale.

(Brouhaha)

J'ai écouté très religieusement vos propos, faites, comme moi, écoutez.

Je suis stupéfait car vous le savez aussi bien que moi, les présidents de CIQ ont toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Quand je dis toutes les couleurs, c'est toutes les couleurs, ils représentent vraiment la démocratie et le paysage réel de notre ville.

N'essayez pas d'imaginer qu'il y ait une influence quelle qu'elle soit.

D'ailleurs, il y a quelques années, Madame Ghali, vous n'étiez pas encore élue, mais Jean-Claude Gaudin et moi, quand nous allions du côté du Redon, dans le quartier du Cabot, nous découvrions la photographie de M. Charles Emile Loo dans tous les sièges des Comités d'Intérêt de Quartier. A cette époque, cela ne choquait pas vos camarades, mais semble-t-il aujourd'hui, que nous puissions aider financièrement des gens qui ne sont que des bénévoles, des gens qui donnent leur temps pour le bien public, ne vous convient pas. Tout cela me choque beaucoup car je continue à penser qu'ils sont à nos côtés à la fois nos yeux, nos oreilles et notre bouche car ils peuvent dire des choses que nous ne voyons pas et que vous ne savez pas.

De plus, en matière de subvention, Madame Ghali, quand je regarde ce qui est fait dans votre secteur, comme dans d'autres, je pense que nous n'avons pas à rougir de l'aide que nous apportons à des bénévoles qui participent à l'élaboration de notre ville.

Vous nous dites que c'est trop. Si vous voulez que j'aille dans le détail, je rappellerais que les autres années, quand nous votions les subventions à la Ville de Marseille, elles étaient plus importantes que celle que nous avons votée et tout le monde votait. Donc continuons.

D'autre part, vous me demandez ce que cela deviendra l'an prochain.

Veraï que veraï, si vous comprenez le provençal d'une part, et d'autre part, si nous devons partir de ce principe, nous n'aurions aucune raison de délibérer aujourd'hui puisque nous ne savons pas de quoi sera fait l'avenir.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

Le groupe Agir Pour l'Espace Métropolitain ne prend pas part au vote à l'exception de Mme Carlotti votant pour.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est accepté, les bénévoles s'en souviendront.

Monsieur MAGRO.- Il ne faut pas confondre abstention et non-participation au vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Ne vous incarnez pas en justicier qui nous dit ici l'alpha et l'oméga du droit, nous le connaissons aussi !

22. FCT 022-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation à l'Association des Communautés urbaines de France

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission à l'unanimité.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Monsieur GIORGI.- Je rappelle que dans les avis des Commissions, le Front National a émis une réserve de vote. Donc, quand je dis « à l'unanimité », c'est avec la réserve de vote du Front National.

23. FCT 023-19/02/15 CC - Adhésion de MPM à l'Union des Maires et des Présidents d'intercommunalité des Bouches du Rhône et paiement de la cotisation 2015.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission à l'unanimité.

Monsieur GAUDIN.- Bien sûr que la non-participation au vote peut exister. Pour ma part, je m'abstiendrai pour des questions de principe.

Dans ce département – sans remonter chère Samia à la préhistoire puisque vous n'étiez pas née – il y a toujours eu l'Union des Maires. Nous ne sommes que 119 Maires et nous avons toujours essayé de trouver un consensus pour arriver à dégager une personnalité qui puisse présider et un secrétaire général qui soit un peu de notre tendance. La plupart des 119 Maires ont un engagement politique. Il est tout à fait honorable, il est tout à fait respectable. Nous avons toujours cherché une personnalité qui soit de consensus et nous avons équilibré les choses.

Il y a un an ou un an et demi, lorsque nous nous sommes mis d'accord pour élire M. Christiani Président de l'Union des Maires et le Maire de Cadolive, secrétaire général, en succession de notre ami M. Boré de La Ciotat, nous avons fait un consensus. Pourquoi ? Quand on est 119, ce n'est pas la peine de s'étripier car on a les mêmes responsabilités, on est soumis aux mêmes exigences de contrôle, contrôle du payeur, contrôle de légalité, contrôle de la Chambre régionale des Comptes dont on va beaucoup parlé de ce qu'elle nous critique sans jamais publier les réponses que nous apportons ! Les contrôles sur les élus existent très largement.

L'idée générale était que l'on respectait globalement et on ne s'intéressait qu'aux problèmes techniques, aux problèmes de fond, aux problèmes de progression pour l'identité communale, cellule de base de notre démocratie.

Or, voilà que le Président de l'Union des Maires se permet des critiques violentes, brutales, caricaturales, exagérées sur la gestion de la principale ville, de la ville capitale, Marseille. Ce n'est pas acceptable !

J'ai le cuir endurci depuis longtemps. Dans la vie politique, on peut accepter beaucoup de choses, mais quand c'est répétitif et quand on ne dit pas la vérité, c'est dommage. Car ces jours-ci par exemple, puisqu'il y avait une réunion de l'Union des Maires, on aurait pu dire certaines choses sur cette fameuse loi MAPAM, dont nous parlons tant, cette loi qui a été votée par le Parlement de la République. Il faut bien reconnaître que le Gouvernement, devant l'hostilité de la quasi-totalité des Maires, a voulu ouvrir une discussion pour tenter d'apporter quelques améliorations que les Maires pouvaient souhaiter. Il n'y est pas parvenu parfaitement. Il aurait été utile pour le Président de l'Union des Maires de rappeler ce que personnellement, le Maire de Marseille avait fait pour aller dans le sens justement de ce que demandaient les Maires.

J'aurais bien aimé qu'il dise quelques mots notamment sur le PLUi qui arrivera en fin de séance. Dieu sait si la discussion avec le Gouvernement a été difficile, mais il n'en reste pas moins que dans la Métropole de demain, les documents d'urbanisme resteront de la responsabilité du Maire. Et même si un élu éminent de cette ville a voulu casser cet amendement qui avait été voté à la quasi-unanimité du Sénat, il n'y parviendra pas, tout d'abord, parce que je crois, chacun le sait, qu'il a négocié déjà avec le Gouvernement, mais que le Gouvernement veut maintenir cela.

J'aurais aimé que l'on dise que dans le PLUi, les documents d'urbanisme restent de la responsabilité du Maire. Pour combattre un Maire ou discuter ce qu'un Maire aura fait, il faudra que les deux tiers du Conseil de Métropole s'opposent à cela. C'est quasiment impossible !

J'ajoute, j'aurais aimé qu'on le dise, que j'ai écouté Mme Milon qui, la première, m'avait fait observer que dans les villes d'Aix, Carry-le-Rouet, La Ciotat, Cassis où il y a un casino, l'Etat ne récupère pas les avantages financiers mais voulait que cela soit pris par la Métropole. Nous n'avons pas voulu de cela.

La Ministre a pris l'engagement devant le Sénat et devant l'Assemblée Nationale et m'a écrit, ce que j'ai communiqué aux Maires, un engagement formel : les avantages financiers restent à la commune, on y ajoute même les taxes de séjour.

Enfin, nous avons également eu une grande bataille. Peut-être que le Président de l'Union des Maires ne s'y intéresse pas puisqu'il est à Mimet. Là où il y a des plages dans nos communes, Marseille, Martigues, Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, La Ciotat, Cassis et d'autres encore, la gestion des plages restera du domaine de la commune, à l'inverse de la Métropole niçoise qui avait accaparé cette gestion. Ici, cela restera sous l'autorité du Maire.

Voilà quelques amendements, il y en a d'autres et sans doute Monsieur le Président y fera allusion tout à l'heure. Cela ne mérite pas d'être brutalisé à ce point ! J'ai tout entendu dans ma vie politique, on m'a même prêté beaucoup de choses. Là, je voulais marquer mon désaccord avec l'Union des Maires.

Bien entendu, pour ce qui est de l'aspect fiscal de la Métropole, nous, les Maires, allons travailler ensemble, avec les deux Présidents d'intercommunalité s'ils le veulent aussi, mais nous allons discuter de cela. Il est exclu que Marseille puisse être hégémonique.

J'ai apprécié les propos de Jean Montagnac qui précisait justement que la ville prend sa juste part mais n'est pas hégémonique. C'est cela qui fait l'union des Maires des Bouches-du-Rhône.

(Applaudissements)

Monsieur DIARD.- Monsieur le Président, je m'excuse de parler juste après le Maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin. Je voudrais juste vous dire que je m'abstiendrai au nom de Sausset-les-Pins.

Je m'abstiendrai car il n'y a plus de consensus au niveau de l'Union des Maires. Je reproche au Président de l'Union des Maires d'avoir envoyé les Maires dans une impasse. J'ai été, dans un passé, récent parlementaire. On ne peut pas envoyer les Maires dans une impasse, on ne peut pas faire croire aux Maires que ce sont eux qui, par leur travail, vont changer cette loi.

Sausset-les-Pins s'abstiendra sur cette délibération.

Monsieur CASELLI.- Je voudrais remercier tous ceux qui ont essayé de contribuer, et vous en êtes Monsieur le Président, à un plus large consensus sur le problème de la Métropole et ont essayé de trouver les voies d'équilibre entre ce qui est l'intérêt métropolitain d'un côté et qui nous intéresse au plus haut point et ce qui est de l'intérêt des communes de l'autre côté.

Je crois que ce consensus peut être en passe d'être trouvé. Je remercie le Maire de Marseille qui s'est remis en mouvement après les Sénatoriales – on le comprend très bien, il en a payé le prix aux Sénatoriales – et a réussi à trouver une partie de ces voix de consensus.

Je regrette que le Président de l'Union des Maires se soit comporté, depuis plusieurs années maintenant, en véritable porteur de caricature permanente sur ce que devait être une Métropole. Je regrette aussi que l'Union des Maires ait été largement instrumentalisée dans cette affaire par une collectivité et un Président de collectivité qui devrait disparaître effectivement après 2020.

Je crois qu'aujourd'hui, les hommes de bonne volonté doivent réfléchir, doivent s'unir, vous l'avez dit, pour trouver ensemble les meilleures voies possibles pour que cette Métropole parte sur les bons rails.

Nous en sommes à un moment où la loi va être votée et il ne faudra plus écouter, parce que nous serons soumis à la loi, tous les porteurs de mauvaises nouvelles et tous les porteurs de caricature. Maintenant, c'est une question de travail entre nous, de consensus entre nous.

Au dernier Conseil municipal, Monsieur le Maire a dit que la Métropole n'est plus un problème de Droite ou de Gauche. J'y souscris parfaitement, c'est un problème qui intéresse nos concitoyens dont les élus vont être les architectes.

Alors, mes chers amis, au travail et n'écoutez plus ceux qui sont dans un schéma de destruction d'une grande idée qu'est celle de la Métropole.

(Applaudissements)

Monsieur ROSSO.- Je crois qu'on lance un débat en l'absence de beaucoup de personnes.

M. Jean-Claude Gaudin, le Maire de Marseille, a prouvé pendant 7 ans lorsqu'il était Président qu'il respectait les Maires. Moi qui suis à toutes les réunions de l'assemblée des Maires, je n'ai jamais entendu de la part du Président des critiques envers Jean-Claude Gaudin, d'ailleurs, je ne l'aurais pas permis.

Quand on dit qu'il y a un consensus, mes chers amis, c'est 113 Maires et 6 Présidents d'EPCI. Il est là le consensus. Lors de la dernière assemblée des Maires, il y avait le consensus. En revanche, il n'est pas question d'attaquer la personnalité de Jean-Claude Gaudin car il a prouvé, quand il était Président, qu'il n'a jamais voulu que Marseille domine les autres communes. C'est une critique que je n'admettrai pas.

Mais attention, le consensus, ce sont les 113 Maires et les 6 Présidents d'EPCI. Il est là le consensus.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- J'ajoute un mot puisque l'on parle de cela.

Je voudrais dire que « des hommes de bonne volonté » – je remercie Eugène Caselli d'avoir employé ce terme parce que c'est un joli mot – on en trouve partout.

J'étais présent à l'assemblée générale des Maires samedi dernier et si la réunion est partie d'une manière un peu emballée, la fin de cette réunion a été beaucoup plus consensuelle. On a ramené le débat au bon niveau.

Sur tous les bancs de cette Assemblée, il y a des hommes de bonne volonté. On vient de l'entendre à l'instant de la bouche d'Eugène Caselli, mais je dois le dire, André Molino s'est adressé à l'ensemble des Maires samedi avec beaucoup de bon sens pour ramener le calme, Georges Rosso également ainsi que votre serviteur pour faire comprendre aux Maires que nous ne sommes plus dans un débat du contre, mais qu'il faut maintenant avoir une stratégie du pour qui soit certes critique, certes qui préserve nos Maires car la démocratie locale et le maillage local de la République sont basés sur les Maires.

J'ai rappelé aux Maires que ce n'était pas eux qui faisaient la loi, même si c'est un peu cruel de le dire, c'est la vérité. Il est vrai aussi que les Parlementaires peuvent les écouter et porter leurs paroles. Je pense même que c'est le travail des Parlementaires que nous sommes, en tout cas, c'est ce que je pense à titre personnel.

Cette adhésion à l'Union des Maires n'est pas une adhésion politique. Je vais vous dire pourquoi je souhaite cette adhésion. C'est parce qu'ici, et tout le monde le sait, nous trainons un emprunt toxique de 25 millions. Cet emprunt toxique nous coûte 13 ou 14% par an. Il est indexé sur le franc suisse. Le franc suisse vient de s'aligner à parité sur l'euro, ce qui fait que d'ici octobre 2015, nous pourrions voir, si les choses devaient s'aggraver, notre taux passer de 13 à 14% à 25%, ce qui est absolument écrasant. Alors que ce soit nous ou que ce soit la Métropole, peu importe, il faudra le rembourser et c'est toujours de l'argent public.

Je vous dis la chose suivante car l'adhésion des six Présidents d'intercommunalité dont la nôtre à l'Union des Maires, nous permet d'adhérer à l'Union des Maires de France. Il faut que vous sachiez que j'ai rencontré le Président de l'Union des Maires de France,

François Baroin, pour ne pas le citer. Il nous aide beaucoup à trouver les voies et les moyens pour nous dégager de cet emprunt qui nous tue. C'est un peu tactique, mais je pense que vous en comprendrez tout l'intérêt car ici, nous avons affaire à des élus responsables, d'où ma démarche.

Je voulais apporter cette précision aux interventions des uns et des autres.

Je mets le rapport n°23 aux voix.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

Abstentions de Mmes Vassal et Scotto Di Uccio et de MM. Gaudin, Diard, Gilles, Jacquier, Moraine, Lapeyre, Chenoz et Grely

24. FCT 024-19/02/15 CC - Adhésion de MPM à L'Association Des Communautés de France - Paiement de la cotisation 2015

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets le rapport n°24 aux voix.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

25. FCT 025-19/02/15 CC - Mise en œuvre de la mission d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité avec le Centre de Gestion des Bouches du Rhône (CdG13)

Monsieur GIORGI.- Avis favorable à l'unanimité.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets le rapport n°24 aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

26. FCT 026-19/02/15 CC - Approbation d'une remise gracieuse au bénéficiaire d'un agent communautaire saisonnier

Monsieur GIORGI.- Avis favorable à l'unanimité.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous passons aux relations internationales, Monsieur Bertrand.

27. FCT 027-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe

Monsieur BERTRAND.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets ce rapport aux voix.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION PROPRIÉTÉ ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Lapeyre pour la Commission « Propreté, Environnement, Développement Durable ».

Monsieur LAPEYRE.- Monsieur le Président, la Commission s'est réunie le 11 février dernier.

64 rapports ont été soumis à l'avis des élus présents. Onze concernent des actions menées, sous votre impulsion Monsieur le Président, par notre collectivité en matière de collecte, de traitement, et valorisation des déchets. Tous ces rapports ont été adoptés à l'unanimité avec une abstention du groupe Front National sur le rapport n°29. Le rapport n°28 est relatif à présentation du rapport annuel technique et financier 2013 du Délégué de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multi-filière des déchets ménagers et assimilés de Fos. Ce rapport n'est pas soumis à un vote, il a été pris acte de sa présentation.

Sept rapports mettent en valeur les engagements de MPM en matière de développement durable à commencer par le rapport n°45 qui est la présentation du rapport annuel Développement Durable 2014. Ce rapport permet de tirer un bilan de l'activité sur l'année écoulée et d'en dégager les forces mais surtout de déterminer les axes de progrès pour les années à venir en matière de développement durable. Ce rapport est un porté à connaissance donc il ne sera pas soumis au vote. Les autres rapports ont été adoptés à l'unanimité.

Enfin, 46 rapports portent essentiellement sur des opérations d'investissement concernant des grosses réparations en matière d'assainissement, de travaux de maintenance, de construction ou de réhabilitation de réservoirs sur les communes de notre territoire.

Tous ces rapports ont été adoptés à l'unanimité, excepté le rapport n°48 sur lequel le Front National s'est abstenu.

28. PEDD 001-19/02/15 CC - Présentation du rapport annuel technique et financier 2013 du Délégué de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multi-filière des déchets ménagers et assimilés

Monsieur GHENDOUF.- Monsieur le Président, mes chers collègues, nous ne pouvons pas ne pas intervenir sur ce sujet qui est la synthèse du rapport annuel du délégué Evéré sur notre incinérateur et centre de traitement multi-filière.

Certes, c'est un rapport qui n'appelle pas de vote ou d'approbation, mais il n'est pas possible de ne rien dire sur la synthèse qui nous est présentée.

Synthèse d'activité 2013, mais englobant un bilan d'exploitation sur 36 mois de 2011 à 2013, dont 34 mois avant l'incendie qui a détruit partiellement les installations de ce centre multi-filière.

Donc un bilan significatif malgré l'incendie qui n'a pu l'altérer qu'à la marge.

La lecture de ce bilan est édifiante et très inquiétante à double titre.

D'abord parce qu'en fait de centre de traitement des déchets multi-filière, on peut découvrir qu'aucun objectif de tri, de valorisation matière et organique inscrit pourtant dans le cahier des charges n'est approché. C'est même du 0% pour le produit carton !

Résultats :

L'incinérateur fonctionne jusqu'à 103,57% du tonnage autorisé.

L'équilibre financier est chroniquement en déficit d'environ 20 millions d'euros.

Les redevances versées par MPM représentent 65% du total des produits et quatre fois plus que les produits issus des diverses valorisations et opérations de l'exploitant.

On apprend également que les incidents se multiplient, de même que les contentieux, que la structure capitaliste d'Urbaser n'a cessé de se modifier depuis 2007 au rythme des déficits. Vous pouvez le lire dans le rapport.

Jusqu'à en tirer cette conclusion – je cite le rapport, page 9 de la synthèse :

« *En dehors de la prise en charge des surcoûts de construction, le déséquilibre contractuel est patent... car les coûts de traitements, lorsqu'ils ont été arrêtés, ne reflétaient pas l'économie réelle de la délégation* ».

Et c'est bien le deuxième sujet d'interrogation et d'inquiétude.

N'étant pas élu en 2005 lorsqu'une majorité de cette Assemblée a approuvé la construction de cet équipement par contrat avec Urbaser, j'ai voulu relire le débat pour essayer d'y voir plus clair sur ce choix.

Quelle surprise !

On peut y lire qu'Urbaser étant le seul candidat qui s'est engagé en fonds propres pour 20 millions d'euros, c'était je cite : « *Une garantie de bonne fin, de bonne exécution, sur le plan technique, écologique et financier, c'est la meilleure offre* ».

On tremble à l'idée que la majorité de 2005 aurait pu ne pas suivre cette offre pleine de garanties... Dommage qu'elle n'ait pas voulu examiner l'alternative d'un traitement des déchets sous maîtrise publique, plus évolutif et, on le sait, plus économe.

En attendant, nous héritons de cette situation extrêmement préoccupante.

D'où ces trois questions :

Qu'entendez-vous faire, Monsieur le Président, pour amener Urbaser à respecter tous ses engagements en matière de tri, de valorisation, mais aussi en matière de transparence et de contrôle citoyen – j'ai écouté avec attention le débat sur la question des CIQ mais pour le coup, nous avons besoin là d'énormément de transparence – et que les commissions obligatoires réservées à cet effet ne se réunissent plus depuis un moment ?

Je pose la question, j'espère que nous aurons une réponse.

On ne peut pas déconnecter cette situation de l'ensemble du problème de valorisation de nos déchets. Quand allons-nous aborder sérieusement ce débat parce que nous partageons tous le même objectif d'améliorer toute la filière, de la réduction et du tri des déchets à la source, de la poubelle domestique jusqu'à l'usine de Fos, en passant par les marchés publics en renouvellement ? Sans cela, il faut s'attendre à de nouvelles hausses de fiscalité que nous avons connues pour équilibrer le coût du traitement et de l'élimination.

Enfin, il serait utile que la prochaine Commission puisse disposer d'une information complète des actions en cours au tribunal car à la lecture du rapport, il y en a plusieurs.

Je vous remercie.

Monsieur GAUDIN.- Je rappellerai quelques points d'histoire à notre éminent collègue puisqu'il évoque 2005. A cette époque-là, la Ville de Marseille et quelques autres communes déversaient 1600 tonnes d'ordures ménagères par jour sur la commune de Saint-Martin de Crau dont je loue d'ailleurs la délicatesse du Maire qui n'était pas celui qui protestait le plus, dans ce qu'on appelait la décharge d'Entressen.

Chers collègues, rappelez-vous les reportages que la télévision pouvait faire avec les papiers gras, les plastiques, les mouettes etc. C'était honteux !

Mon prédécesseur à la Ville de Marseille avait tenté de faire deux incinérateurs, l'un dans la vallée de l'Huveaune et l'autre dans le secteur Nord de Marseille. Il n'y est jamais parvenu.

Nous avons, avec l'aide du Directeur Général du Port, à l'époque, M. Brassard – qui n'était pas connu pour être un homme qui avait des sympathies dans la Droite républicaine et le Centre mais ailleurs – obtenu qu'un terrain appartenant à l'Etat géré par la Chambre de Commerce soit donné en bail emphytéotique afin que nous puissions construire un incinérateur, à dix kilomètres de la ville de Fos-sur-Mer, à cinq kilomètres de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Nous avons supporté, moi-même, M. Caselli et ça continue maintenant, au moins 30 procès. Rappelez-vous la fleur de lys que défendaient les écologistes sur ce territoire.

A l'époque, et c'est dommage qu'il ne soit pas là, il est au Parlement, le tonitruant Député de Marseille disait : « C'est fait, ils ont combiné, c'est Suez qui aura le marché ».

Effectivement, pour un marché de cette importance, les grandes entreprises se concurrencent. Nous avons choisi Urbaser parce qu'il semblait, il paraissait, il était reconnu que ces Espagnols étaient les meilleurs dans le traitement des déchets. L'incinérateur a eu lieu finalement.

Cher collègue, votre propos serait très complet si vous disiez en même temps que ces 1600 tonnes d'ordures ménagères, si on les collectait aujourd'hui, où les mettrait-on ? Dans des décharges qui étaient souvent la propriété d'une personnalité marseillaise ? Ou à Septèmes ? Croyez-vous qu'il n'en a pas assez le Maire de Septèmes ? Nous avons donc conclu à l'époque en 2005 qu'il était utile de faire un incinérateur.

Ensuite, tous les aléas, tous les procès, toutes les difficultés, je dois dire que j'ai perdu le fil de cela car ce n'est plus de ma responsabilité mais au départ, oui, il y a eu une majorité pour qu'on traite les ordures ménagères de Marseille et de plusieurs communes de MPM. Voilà le rappel historique que je voulais suggérer à notre collègue.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Gaudin, M. Assante souhaite apporter une précision.

Monsieur GAUDIN.- Bien sûr, Monsieur le Président, vous avez raison car l'homme qui est allé se faire insulter devant un millier de personnes à Fos-sur-Mer tout comme dans d'autres communes, celui qui a mené tout ce dossier, c'est Robert Assante.

Comme je lui tournais le dos à l'instant, je le regarde bien, les yeux dans les yeux. On lui doit aussi une énorme reconnaissance car aller se faire pourrir par les Maires, aller se faire brûler en effigie (cela ne fait pas maigrir, mais rassurez-vous, je suis interdit de séjour à Fos-sur-Mer à cause de l'incinérateur qui est à 10 kilomètres), c'est lui qui était allé défendre le projet. On doit des remerciements à Robert Assante.

Monsieur ASSANTE.- Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Vous venez de dire à l'instant qu'il fallait poursuivre le fil, si vous m'y autorisez, je vais essayer de poursuivre pour accompagner la réponse à notre collègue.

Dans votre présentation, vous faites comme si 2008-2014 n'avait pas existé. Nous n'étions pas, nous ne suivions pas. Nous avons initié ce dossier, nous l'avons mené le mieux que nous pouvions comme vient de le dire brillamment Jean-Claude Gaudin. Toutefois pendant cette période, il s'est passé un certain nombre de choses et nous devons aujourd'hui regarder ce qui a été bien fait, moins bien fait pour améliorer la situation.

Quand vous dites : « vous n'avez pas réuni », vous ne pouvez pas vous adresser au Président, vous ne pouvez pas vous adresser à nous, puisque cette commission de consultation et de surveillance à Fos de la société Evéré est pilotée par le Sous-préfet. Le Sous-préfet a fait x propositions de dates qu'il a annulées ensuite les unes après les autres. Nous ne pouvons ici, collectivement, en porter la responsabilité.

C'est de son autorité et c'est ainsi que doivent se faire ces réunions puisque les services de la DRIRE vérifient le fonctionnement de l'usine. Ce n'est pas à nous de le faire.

Vous dites que lorsque nous avons passé le marché, c'était verrouillé sur le plan financier. Vous avez repris l'expression que nous avons donnée à ce moment-là. C'est vrai. Mais vous oubliez de dire qu'un recours a été fait par un élu Vert, M. Christian Raynaud, qui croyait avoir une grande habileté intellectuelle en attaquant la délégation de service public sur le verrouillage financier. Le fait est que ce verrouillage financier a sauté suite à son recours, et aujourd'hui, nous sommes dans la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Tout à l'heure, notre collègue Verte s'est exprimée avec beaucoup d'excessivité. C'était déjà le cas dans le passé. Cela entraîne des contraintes fortes pour nous.

Vous dites que nous ne trions pas suffisamment, nous ne valorisons pas et avons dépassé la capacité d'incinération. Comment pouvez-vous affirmer cela ?

Aujourd'hui, la capacité d'incinération a été portée à 360 000 tonnes alors qu'au début, c'était 310 000 tonnes. Mais qui signe l'arrêté d'augmentation de traitement par incinération ? Le Préfet lui-même. Ce n'est nullement le Président ou les élus de cette majorité qui sont responsables de ce fait.

En outre, le contrat porte sur 410 000 tonnes. Mais combien de tonnes produisons-nous à l'année, chers collègues, sur la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ? J'attends que vous me donniez le chiffre. 600 000 tonnes ? 700 000 tonnes ? Et que faisons-nous des autres tonnes qui ne vont pas jusqu'à l'incinérateur d'Everé ? N'avons-nous pas des capacités de tri, de valorisation des déchets ?

Le dernier rapport qui a été rendu sur l'exercice précédent indique que nous trions et valorisons 165 000 tonnes d'ordures ménagères. Cela existe donc déjà.

Dans la mandature précédente, le Président Caselli avait demandé de faire une nouvelle ligne de tri qui est venue par avenant s'ajouter au marché pour augmenter la capacité de tri et de valorisation des déchets. Elle a brûlé, certes, mais tout cela était prévu.

Le Président Teissier demande une expertise aujourd'hui, et je l'accompagne dans cette démarche, pour revoir sur le marché toute la production d'énergie produite afin qu'elle soit mieux valorisée pour que cela rapporte davantage à Everé et diminue son déficit. C'est ce sur quoi nous travaillons activement.

Mes chers collègues, vous avez tous entendu parler du projet PIICTO sur ce périmètre-là, avec toutes les sociétés qui s'y trouvent : Solamat Merex, Lyondell. Autour de qui se fait le projet PIICTO, si ce n'est Everé et notre unité de valorisation énergétique. Car elle produit de la chaleur qui sera reventilée dans toutes les sociétés sur ce périmètre en faisant quelques modifications que j'espère vous voterez.

Nous sommes en reprise d'un dossier dans des conditions compliquées. Nous avons repris le dialogue et ce n'est pas simple. Pendant 6 ans, ce dialogue n'a pas existé. C'était uniquement les avocats qui se parlaient. Nous espérons de ce point de vue arriver à un terme mais pour l'instant nous n'y sommes pas encore.

Continuons à travailler. Nous allons améliorer le dispositif pour faire en sorte que demain, ce que vous ne vouliez pas avoir soit, comme l'a dit très justement Jean-Claude Gaudin, la solution de la Métropole. Car il y a six décharges actuellement sur le département des Bouches-du-Rhône, qui ont une capacité de réception des déchets de près d'un million de tonnes. Certaines sont en renouvellement en 2020, 2021. Voudriez-vous que l'on continue à le faire ou pas ?

Vous savez que tout ce qui n'est pas pris par l'incinérateur va dans les décharges. Nous aurons donc dans la Métropole à poursuivre ce débat et j'espère qu'à ce moment-là, vous nous apporterez votre soutien.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci de votre excellente intervention et des précisions qu'elle contenait.

Monsieur POGGIALE.- C'est l'art et la manière de ne pas répondre aux questions.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'était très précis au contraire.

Le Conseil prend acte du rapport

29. **PEDD 002-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation annuelle 2015 à l'association Amorce**

Madame CORDIER.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

30. PEDD 003-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention spécifique conclue avec Eco-Emballages relative au soutien de standards expérimentaux pour les métaux issus du tri primaire sur le Centre de Traitement Multifilière de Fos-sur-Mer

Madame CORDIER.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

31. PEDD 004-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention au GERES pour le réseau "compostage au jardin" et approbation d'une convention

Madame CORDIER.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

32. PEDD 005-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de partenariat avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'acquisition et des travaux du Centre de Transfert Nord à Marseille

Madame CORDIER.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

33. PEDD 006-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°1 au Contrat de Délégation de Service Public pour la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de stockage des déchets de la Crau - n°12/024

Madame CORDIER.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. PEDD 007-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération relative à l'installation mécanique, acquisition d'outillages et grosses pièces détachées pour la réparation du matériel et des engins de collecte de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole 2015-2019

Madame CORDIER.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

35. PEDD 008-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'installation mécanique, acquisition d'outillages et grosses pièces détachées pour la réparation du matériel et des engins de propreté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole 2015-2019

Madame CORDIER.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. PEDD 009-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'acquisition d'engins de collecte de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole 2015-2019.

Madame CORDIER.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. PEDD 010-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à l'acquisition de matériels et engins pour la propreté de la Communauté Urbaine Marseille 2015-2019

Madame CORDIER.- Unanimité de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

38. PEDD 011-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'acquisition de matériels de conteneurisation

Madame CORDIER.- Unanimité de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous passons au développement durable. M. Eric Le Dissès devait être là, mais il est souffrant et ne pourra pas rapporter.

39. PEDD 012-19/02/15 CC - Approbation de l'adhésion et du versement de la cotisation 2015 à l'association "EnviroB.A.T - BDM"

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

40. PEDD 013-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Equiper en énergies renouvelables" dans le cadre du Budget Annexe "Déchets".

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

41. PEDD 014-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments" dans le cadre du Budget Annexe "Déchets".

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

42. PEDD 015-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement concernant les travaux d'énergies renouvelables dans le cadre du Budget Annexe "Ports"

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

43. PEDD 016-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments" dans le cadre du Budget Général

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

44. PEDD 017-19/02/15 CC - Approbation de l'affectation d'opérations d'investissement dans le cadre du Budget Général 2015

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

45. PEDD 018-19/02/15 CC - Présentation du Rapport Annuel Développement Durable 2014

Monsieur LAPEYRE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Giberti, sur l'eau et l'assainissement, souhaitez-vous intervenir sur les rapports de la Commission ?

46. PEDD 019-19/02/15 CC - Approbation d'un dégrèvement sur facture d'eau 2013 suite à une fuite sur les installations privées à Gémenos

Monsieur GIBERTI.- Approuvé par la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

47. PEDD 020-19/02/15 CC - Approbation de l'assiette et du montant des redevances relatives aux autorisations d'occupation temporaire (AOT) sur le Canal de Marseille

Monsieur GIBERTI.- Abstention du Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

48. PEDD 021-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de cession des marques françaises "Assainissement d'Ouest Métropole", "SAOM" et "Assainissement d'Est Métropole ", "SAEM", et approbation des contrats de licences

Monsieur GIBERTI.- Abstention du Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

49. PEDD 022-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de cession des marques françaises Service d'Assainissement Marseille Métropole et approbation du contrat de licence.

Monsieur GIBERTI.- Abstention du Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

50. PEDD 023-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement «Etudes et travaux pour les aménagements pluviaux »

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

51. PEDD 024-19/02/15 CC - Approbation de l'affectation d'une opération générique nouvelle liée au pluvial sur le territoire communautaire

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

52. PEDD 025-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la collecte des eaux usées

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

53. PEDD 026-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à l'épuration des eaux usées.

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

54. PEDD 027-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations spécifiques nouvelles liées à la collecte des eaux usées

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

55. PEDD 028-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement « Assainissement - études - collecte »

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

56. PEDD 029-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération « Assainissement - études - épuration »

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

57. PEDD 030-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Assainissement - Acquisition Matériel Mobilier 2015/2019"

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

58. PEDD 031-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement «Assainissement - Locaux DEA 2015/2019»

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

59. PEDD 032-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération pour la réalisation d'un bassin de rétention unitaire de 33 000 m3 sur

l'îlot Jullien Jouven Pyat dans le quartier de Saint Mauront à Marseille 3ème arrondissement

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

60. PEDD 033-19/02/15 CC - Approbation de la création des opérations d'investissement "Travaux d'Assainissement 2015/2019" sur les communes de Marseille Provence Métropole

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

61. PEDD 034-19/02/15 CC - Approbation de la création d'opérations d'investissement pour le "Secteur Centre Travaux sur la STEP 2015-2019" et sur le "Secteur Périphérie Travaux sur les STEP 2015-2019"

Monsieur GIBERTI.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

62. PEDD 035-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour la desserte sanitaire du hameau de Roquefort à Roquefort la Bédoule.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

63. PEDD 036-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour la desserte sanitaire du chemin du Réservoir à Ceyreste.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

64. PEDD 037-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la production de l'eau potable sur le territoire communautaire.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

65. PEDD 038-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à l'adduction de l'eau potable

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

66. PEDD 039-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations génériques nouvelles liées à la distribution de l'eau.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

67. PEDD 040-19/02/15 CC - Approbation des affectations d'opérations nouvelles et des revalorisations d'opérations spécifiques liées à la distribution de l'eau.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

68. PEDD 041-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Travaux de grosses réparations 2015-2019 sur les réservoirs - Marseille"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

69. PEDD 042-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Travaux de grosses réparations 2015-2019 sur les réservoirs - Périphérie".

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

70. PEDD 043-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'opération pour la réhabilitation du réservoir Perier à Marseille 7ème arrondissement

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

71. PEDD 044-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour la construction d'un réservoir d'eau potable très haut service à Plan de Cuques.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

72. PEDD 045-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un réservoir d'eau potable de 2000 m3 dans le quartier de la Salette à Marseille 12ème arrondissement

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

73. PEDD 046-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour la mise en sécurité de la galerie de la Batarelle dans le quartier du Merlan à Marseille 14ème arrondissement

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

74. PEDD 047-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour travaux de maintenance de génie civil, des canalisations et des bâtiments de la Réserve de Vallon Dol

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

75. PEDD 048-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Eau-Adduction"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

76. PEDD 049-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement « Eau - études - adduction »

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

77. PEDD 050-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération « Eau - études - production »

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

78. PEDD 051-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement « Eau - études - distribution »

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

79. PEDD 052-19/02/15 CC - Approbation de la création des opérations d'investissement pour la distribution d'eau potable 2015-2019 des communes de Marseille Provence Métropole.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

80. PEDD 053-19/02/15 CC - Approbation de la création d'opérations d'investissement "Eau - station de filtration GR 2015-2019 Marseille" et "Eau - station de filtration GR 2015-2019 secteur Périphérie"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

81. PEDD 054-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération "Travaux de sécurisation des sites en alimentation en eau potable (AEP)" sur le budget annexe de l'eau

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

82. PEDD 055-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'opération pour la construction du 2ème réservoir de Super Gémenos

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

83. PEDD 056-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'opération pour le renforcement de la liaison en eau potable entre Carry le Rouet et Sausset les Pins.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

84. PEDD 057-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour la réalisation d'un poste de suppression du réseau d'eau potable situé chemin de la Pauvre Bête à Allauch.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

85. PEDD 058-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Plan-de-Cuques Production 2015/2019"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

86. PEDD 059-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Gémenos Production 2015/2019",

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

87. PEDD 060-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement "Sausset - Acquisition de parcelle - Réservoir"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

88. PEDD 061-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement "Eau - Acquisition Matériel Mobilier 2015/2019"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

89. PEDD 062-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement «Eau- Locaux DEA 2015/2019»

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

90. PEDD 063-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

91. PEDD 064-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de partenariat type dans le cadre du dispositif "Fonds de proximité Eau CCAS"

Monsieur GIBERTI.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS METROPOLITAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Tian est absent et excusé. Il est à l'Assemblée Nationale, il a donné sa procuration. C'est donc M. Assante qui va nous parler des rapports n°92 à 111.

Monsieur ASSANTE.- Tous les rapports ont été adoptés et débattus en Commission. Il n'y a rien de particulier. Si vous me permettez, nous reviendrons sur certains de ces rapports importants pour la Communauté urbaine.

Je vous demanderai, dans un premier temps, de lier les rapports n°92 à 101 qui sont des rapports d'activité des délégataires de service public en matière de transports.

S'il y a une intervention de nos collègues, il serait bien qu'on puisse les globaliser car d'un rapport sur l'autre, des évolutions peuvent se faire mais il n'y a eu aucun problème. Bien entendu, ces rapports ont été soumis à la Commission de surveillance des délégations de service public où ils ont été soutenus.

Monsieur LE PRESIDENT.- Y a-t-il un souhait d'intervention entre le n°92 et le n°101 ?

(Pas d'observation)

92. DTM 001-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour les parcs en enclos de Marseille
Le Conseil prend acte du rapport

93. DTM 002-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour le parc de stationnement de la Blancarde à Marseille
Le Conseil prend acte du rapport

94. DTM 003-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour les parcs de stationnement Castellane - Préfecture à Marseille
Le Conseil prend acte du rapport

95. DTM 004-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour les parcs de stationnement De Gaulle et Jean Jaurès à Marseille
Le Conseil prend acte du rapport

96. DTM 005-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille

Le Conseil prend acte du rapport

97. DTM 006-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour les parcs de stationnement Espercieux et Arvieux à Marseille

Le Conseil prend acte du rapport

98. DTM 007-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour le parc de stationnement République à Marseille

Le Conseil prend acte du rapport

99. DTM 008-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille

Le Conseil prend acte du rapport

100. DTM 009-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone à Marseille

Le Conseil prend acte du rapport

101. DTM 010-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour les parcs de stationnement du Centre et du Vieux-Port à La Ciotat

Le Conseil prend acte du rapport

102. DTM 011-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public Ciotabus pour le transport des communes de La Ciotat et de Ceyreste

Le Conseil prend acte du rapport

103. DTM 012-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité 2013 du Délégué de Service Public pour la desserte maritime de l'Archipel du Frioul à Marseille

Le Conseil prend acte du rapport

104. DTM 013-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation annuelle 2015 auprès du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine
M. Assante ne participe pas au vote.

105. DTM 014-19/02/15 CC - Approbation d'une convention avec la Régie des Transports de Marseille (RTM) relative au nettoyage de la plateforme du tramway

Monsieur ASSANTE.- Avis favorable unanime.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

106. DTM 015-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°13/1196 du 5 juin 2013 relative à la gestion du parking du Rouet avec la Commune de Carry-le-Rouet

Monsieur ASSANTE.- Avis favorable unanime.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

107. DTM 016-19/02/15 CC - Approbation d'une convention relative à la mise en œuvre des Pass Transport intermodaux sur le territoire des Bouches-du-Rhône

Monsieur ASSANTE.- Avis favorable unanime. Ce rapport permet à tous les habitants du territoire de se servir de la carte Trans Pass même s'ils ont une carte départementale ou régionale.

Monsieur LE PRESIDENT.- Très bonne initiative.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

108. DTM 017-19/02/15 CC - Approbation de la convention de tarification combinée entre les transports interurbains du Département des Bouches-du-Rhône et les réseaux urbains organisés par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur ASSANTE.- Ce rapport est dans le même état d'esprit. D'ailleurs, nous étions avec Maxime Tommasini hier au syndicat mixte des transports du Conseil général avec André Molino également. Nous étions dans l'état d'esprit général des délibérations que nous venons de prendre donc je pense que l'unanimité s'impose pour rapprocher les hommes entre eux.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

109. DTM 018-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°8 à la convention de Délégation de Service Public de stationnement dans les parcs en enclos de Marseille n°07/099

Monsieur ASSANTE.- Pas d'ambiguïté, ce rapport permet de maintenir notre gestion avant que le parking Jules Guesde ne soit transféré à Euroméditerranée pour que celui-ci l'intègre dans ses projets futurs...

Monsieur LE PRESIDENT.- ... et qu'il en fasse la base du chantier d'aménagement de la Porte d'Aix. Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

110. DTM 019-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord Sud.

Monsieur ASSANTE.- Ce rapport et le suivant sont les deux rapports qui me paraissent être plus importants puisqu'ils confirment, Monsieur le Président, ce que vous n'avez eu de cesse de nous rappeler depuis que vous êtes arrivé à la présidence de la Communauté urbaine. Nous devons développer le transport collectif sur le secteur Nord comme sur le secteur Sud. Il y a une épine dorsale qui se fait au travers ce développement du tramway qui ira à terme de Saint-Exupéry aux hôpitaux Sud. On a un axe fort de transports collectifs non polluants. C'est pour cela qu'en début de matinée, quand j'ai entendu que dans notre budget, il n'y avait pas de projets importants lourds structurants qui permettraient de dépolluer la ville, je trouve au contraire que ce projet est vraiment exemplaire. D'autant que le rapport suivant permet de lancer les études de faisabilité pour effectivement prolonger le métro de Dromel jusqu'à Saint Loup. Nous sommes sur des dossiers éminemment importants, éminemment porteurs d'avenir et sur lesquels je vous demande de faire un effort en les votant tous les deux.

Monsieur LE PRESIDENT.- Une petite modification en ce qui concerne le tramway. Mon souhait, clairement affiché, est qu'il aille jusqu'à Saint Exupéry, ex lycée Nord. Mais dans le PQI, le Gouvernement ne le finance que jusqu'à Capitaine Gèze donc soyons précis, les études pour l'instant porteront sur le prolongement Arenc Capitaine Gèze. Je préfère le dire. De l'autre côté, on dit Castellane / Rouvière...

Monsieur ASSANTE.- ... avec une première tranche jusqu'à Dromel.

Monsieur LE PRESIDENT.- Il y a une absence de faisabilité patente de La Gaye à la Rouvière donc je préfère qu'on parle d'un prolongement de Castellane à La Gaye, avec une première phase qui sera constituée d'un tronçon Castellane / Dromel et une seconde phase Dromel / La Gaye. La Rouvière, c'est plus hypothétique donc restons-en à ce qui est réaliste.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

111. DTM 020-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges

Monsieur ASSANTE.- Nous allons pouvoir faire les travaux pour terminer. Des petites modifications sont apportées au plan de financement initial. C'est passé en Commission, nous avons répondu à toutes les questions techniques sur ce rapport et bien évidemment, il a été adopté à l'unanimité.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est un rapport délicat, il faut bien se le dire. La faisabilité de Capitaine Gèze est pharaonique. Nous avons prévu, je le dis car cela a été modifié à la Conférence des Présidents qui était la suite de ce qui s'est passé en Commission, 14 millions, avec une variable de 7 millions, ce qui constituait une gourmandise pour les entreprises d'avoir une propension à augmenter les prix. Comme c'est déjà assez cher comme ça, je n'ai pas souhaité que l'on maintienne la somme de 7 millions en plus des

14 millions et qu'on la ramène à 3,5 millions. Je sais que les travaux supplémentaires ont déjà été engagés mais point trop n'en faut. Je vous le dis au cas où vous ne l'auriez pas vu ; nous avons modifié le rapport dans le sens de moins de marges.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Je passe la parole à M. Guigui pour la Commission « Voirie et Signalisation ».

Monsieur GUIGUI.- Monsieur le Président, 19 rapports sont présentés. 15 ont recueilli l'unanimité, dont trois abstentions et un vote contre du Front National.

112. VOI 001-19/02/15 CC - Approbation de la revalorisation des autorisations de programme de l'Espace Public Voirie - Circulation dans le cadre du Budget Primitif 2015

Monsieur DIARD.- Avis favorable avec une abstention du Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

113. VOI 002-19/02/15 CC - Approbation de l'affectation des autorisations de programme de l'Espace public Voirie-Circulation dans le cadre du Budget Primitif 2015

Monsieur DIARD.- Avis favorable avec une abstention du Front National.

Monsieur RUZE.- Monsieur le Président, je voudrais au nom de mon groupe l'APEM – ce n'est pas le groupe socialiste, c'est un peu réducteur, cela s'imposait de le dire, Monsieur le Président – attirer votre attention sur le cas des voies sur Marseille, encore nombreuses d'ailleurs, et plus particulièrement sur le 8^{ème} secteur dont je suis un élu, ne bénéficiant d'aucun statut, les privant, ainsi de l'intervention publique de nettoyage et bien entendu de réfection.

Dans ce cas-là, j'élimine immédiatement les voies privées reconnues comme telles d'ailleurs, et revendiquées par les particuliers, des copropriétaires ou des entreprises.

Celles dont il est question dans mes propos se divisent en deux par leur histoire. Premièrement, il y a celles, peu nombreuses, bien entendu, qui ont échappé au transfert de compétences Ville / MPM sur les questions de voirie. Alors s'agit-il d'un oubli, s'agit-il d'une erreur ? Peu importe ! Peut-être d'ailleurs s'agit-il du fait qu'un certain nombre de voies ont été créées récemment, notamment dans le cadre de lotissements créés dans les franges des collines, ce qui avait fait largement débat lors du PLU. Cependant, toutes sont sur des parcelles communales et lorsque nous voulons faire intervenir la puissance publique, bien évidemment et à juste raison, la Ville nous dit qu'elle n'a plus cette compétence et qu'elle n'a d'ailleurs pas les moyens financiers de le faire. Lorsque nous nous retournons vers la Communauté urbaine, on nous dit que cela n'a pas été pris en charge dans le transfert des compétences. Je voulais donc signaler ce fait.

Le deuxième cas, ce sont celles, les plus nombreuses, qui sont un héritage du passé et de l'urbanisation un tant soit peu anarchique de certaines périodes et de certaines époques. Aujourd'hui, sur un grand nombre de ces voies, plus personne ne revendique leur

propriété, ni les habitants, ni la puissance publique et bien souvent hélas, elles sont dans un état lamentable.

Le temps a passé depuis cette époque, mais il nous faut assumer. Nous sommes comptables de l'histoire de notre ville évidemment et notre groupe soulève cette question parce qu'elle touche des milliers de nos concitoyens qui la vivent. Pas simplement sur le huitième secteur d'ailleurs, mais dans tous les arrondissements très proches des franges des collines et elles sont nombreuses sur notre ville.

Il serait donc souhaitable et nécessaire de régulariser cette situation, même si nous en connaissons les difficultés. Cela pourrait se faire au travers, tout d'abord d'une étude, d'un inventaire. Il faudrait bien évidemment fixer les conditions du rattachement de ces voies, toutes certainement ne réunissent pas les conditions pour pénétrer le patrimoine Ville et ensuite passer à la Communauté urbaine. Pour cela, nous proposons qu'il y ait deux délibérations conjointes de la Ville et de la Communauté urbaine pour remédier à une question qui nous concerne tous, vous, nous et l'ensemble des élus de notre Assemblée notamment de Marseille. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président ; je voudrais m'associer à ce que vient de dire notre collègue car ce que vous rencontrez dans les 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, nous pouvons le rencontrer dans les 9^{ème} et 10^{ème}, les 6^{ème} et 8^{ème}. Nous avons le même type de problématique.

Tout d'abord, je voudrais souligner, Monsieur le Président, que vous avez acté, et c'est le fruit des efforts budgétaires consentis et d'une meilleure gestion de cette collectivité, qu'il y ait 10 millions d'euros de plus investis sur les grosses réparations pour faire en sorte que nos rues soient un peu mieux entretenues et un peu mieux refaites.

C'est un effort considérable au regard du budget qui est le nôtre et cela montre la prise de conscience qui nous anime et qui anime surtout le Président Teissier de vouloir faire en sorte que nous entamions une véritable politique de réfection des voies.

Concernant les problématiques que vous évoquez, je pense qu'il est bien évident que nous allons devoir faire ce nouvel inventaire notamment au regard de la bascule à la Métropole. Il est nécessaire que nous ayons les compteurs remis à zéro, si je puis m'exprimer ainsi, avant la bascule à la Métropole.

Il nous appartient et il appartiendra sans doute à l'administration générale de faire en sorte que nous établissions les voies qui n'ont pas été transférées au moment du transfert de la compétence au début des années 2000 de manière à actualiser cela. C'est un travail qui peut se faire relativement rapidement car les Maires d'arrondissement que nous sommes, sont en capacité d'établir ces voies-là assez rapidement.

Le deuxième sujet est un problème un peu plus compliqué. Vous parlez des « biens sans maître », c'est-à-dire ces voies qui appartenaient à un moment donné à un propriétaire privé qui est décédé. Les successions n'ont pas eu lieu ou il n'y avait pas de successeur et on se retrouve avec des voies qui ne sont la propriété de personne.

Ce que vous rencontrez dans le 15/16, je le rencontre dans le 9/10. Nous en avons un certain nombre. Là aussi, je crois qu'il faut que nous précisions la procédure. Il faut que vous sachiez que c'est à la Ville de Marseille d'enclencher le processus de reconnaissance du « bien sans maître ». Lorsque la procédure a été réalisée, à ce moment-là, on peut basculer la voirie sur le domaine communautaire. Ce qui se fait pour la Ville de Marseille se fait pour les autres communes d'ailleurs, c'est l'application de la loi.

Il est vrai aussi qu'une jurisprudence s'est établie. Elle laisse entendre que lorsqu'il n'y a pas d'intérêt communautaire ou d'intérêt public avéré, lorsque ce sont des impasses ou des rues qui parfois ne desservent que les résidences avoisinantes, la collectivité a tendance à dire que cela n'a pas d'intérêt public. On reste donc au *statu quo*. C'est un véritable sujet à aborder. J'ai le cas sur l'impasse d'Or à Saint Loup par exemple mais il existe d'autres cas.

Le Président Teissier a souhaité qu'il y ait une réflexion à ce sujet et cela fait partie de nos préoccupations, même s'il faut être franc avec vous : ce sont des procédures longues qui ne se régleront sans doute pas d'ici six mois. Néanmoins, je pense que là aussi, il y a une volonté d'avancer et je tiens à remercier le Président Teissier.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je prends acte de ce que vous dites. Vous vous faites écho l'un à l'autre et cela touche les élus 'du bout', tout ce qui est la périphérie de la ville. Vous l'avez dit, c'est l'héritage du passé, des chemins de traverse etc. Nous avons un retard très important sur ce sujet. Il faut que nous le prenions à bras-le-corps mais je vous ai fait bon droit car je crois que du côté de l'Estaque Riaux, vous avez souhaité que nous reprenions une voirie et ce sera fait.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

114. VOI 003-19/02/15 CC - Approbation de la création des autorisations de programme destinées à la réalisation des travaux de voirie, de signalisation et de jalonnement sur le territoire communautaire

Monsieur DIARD.- Avis favorable et abstention du groupe Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

115. VOI 004-19/02/15 CC - Approbation de la création des opérations d'investissement destinées à la remise aux normes des plans de réseaux de classe A

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

116. VOI 005-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement pour la requalification des voies du Vieux village - 2ème tranche à Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

117. VOI 006-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement d'aménagement de l'accès et du parking du futur établissement scolaire privé sur le site du cynodrome à Carnoux-en-Provence

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

118. VOI 007-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement d'aménagement de la rue Monte Cristo à Marseille 4ème arrondissement

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

119. VOI 008-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement d'aménagement du boulevard de la Blancarde à Marseille 4ème arrondissement

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

120. VOI 009-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement d'aménagement de la place Bavarel à Marseille à Marseille 8^{ème} arrondissement

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

121. VOI 010-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement d'aménagement du boulevard de Hanoi à Marseille 15ème arrondissement

Monsieur DIARD.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

122. VOI 011-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement relatif à l'aménagement des accès et du parvis du collège Jean Moulin à Marseille 15ème arrondissement

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

123. VOI 012-19/02/15 CC - Approbation de la création de l'opération d'investissement de mise en sécurité des quatre axes du centre-ville de Roquefort-la-Bédoule.

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

124. VOI 013-19/02/15 CC - Tarifs applicables aux droits de voirie et de stationnement sur le territoire de la Ville de Marseille

Monsieur DIARD.- Avis favorable et vote contre du groupe Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

125. VOI 014-19/02/15 CC - Approbation du tarif de la redevance d'occupation du domaine public pour les terrasses couvertes des restaurants situés sur le littoral de la commune de La Ciotat, entre le Casino des Flots Bleus et l'Office du Tourisme

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

126. VOI 015-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement destinée à étudier la création d'un PC de sauvegarde pour les tunnels

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

127. VOI 016-19/02/15 CC - Approbation des avenants n°4 et 5 au procès-verbal de transfert initial n° 02/1046 concernant les voies de la commune de Sausset les Pins

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

128. VOI 017-19/02/15 CC - Approbation des créations et affectations d'opérations d'investissements relatives aux opérations d'infrastructures.

Monsieur DIARD.- Avis favorable avec une abstention du groupe Front National.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

129. VOI 018-19/02/15 CC - Approbation du lancement des procédures administratives liées au projet de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8ème, 9ème et 10ème arrondissements)

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

130. VOI 019-19/02/15 CC - Lancement de la concertation préalable en vue de la réalisation de la liaison souterraine Schloesing à Marseille (8ème et 10ème arrondissements).

Monsieur DIARD.- Avis favorable unanime

Monsieur POGGIALE.- Monsieur le Président, en 2012 et 2013 une large concertation s'est déroulée sur Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Marseille Provence

Métropole, validée par une enquête publique et définitivement approuvée par une majorité de cette Assemblée, dont vous faisiez partie, Monsieur le Président.

On aurait donc pu penser que votre projet de concertation corresponde à ce qui a été voté pour, je cite : « *la reconfiguration de la place du Général Ferrié, pour l'insertion du tramway et l'entrée de la ZAC Capelette* » - pages 110 et 111 du PDU.

Pas du tout ; ce n'est pas le projet du PDU, mais celui revendiqué par la société du Tunnel Prado Carénage que vous proposez de mettre en concertation.

Son objectif n'est pas celui du Plan de Déplacements Urbains de « *diminuer l'utilisation de la voiture* », mais d'en aspirer un peu plus facilement vers un péage très rentable. Ce que le concessionnaire appelle dans son rapport annuel de 2012, je cite : « *les adaptations à envisager pour améliorer les conditions d'exploitation et la fréquentation du TPC* ».

Au moins les choses sont claires.

En tout cas beaucoup plus que ce rapport sollicitant l'avis du Conseil pour lancer une concertation préalable.

Car, aucune annexe n'éclaire toutes les caractéristiques techniques et financières du projet. On sait vaguement qu'il relirait le boulevard Schloësing à l'entrée du Tunnel Prado Carénage et de l'autoroute vers Aubagne. Que l'investissement devrait être porté par la société du Tunnel Prado Carénage, en contrepartie de l'abandon des dispositions du contrat signé par le Président Gaudin en 2008 pour la réalisation du Tunnel Prado Sud, dans le cas où MPM réaliserait avant 2026 le Boulevard Urbain Sud – ce que nous avons approuvé.

Il faut lire les articles de presse pour connaître la longueur de l'ouvrage (500 mètres), sa situation exacte, son coût de réalisation (100 millions d'euros) et l'autre contrepartie offerte à la société du Tunnel Prado Carénage, à savoir : l'allongement du contrat de concession de sept années.

Quelle étude vient étayer la nécessité incontournable d'un tel ouvrage ? Aucune.

Et c'est sans doute pour cela que ce nouveau tunnel autoroutier n'a pas été inscrit au Plan de Déplacements Urbains voté en 2013.

Enfin, il est faux d'affirmer, comme le fait M. Royer-Perreaut dans la presse, que ce projet ne coûtera rien à la collectivité, pas plus qu'aux usagers puisqu'il serait gratuit – c'est encore heureux !

Faux parce que l'allongement de la concession du Tunnel Prado Carénage de sept années va priver la collectivité des recettes d'un péage très rentable, de l'ordre de 30% de profitabilité sur le chiffre d'affaire ; soit 10 à 12 millions d'euros par an.

Faux parce que c'est l'automobiliste qui empruntera le TPC qui va rembourser l'ouvrage à cette même société.

Faux enfin, car il convient de rappeler que la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Sud par le même groupement que le TPC a déjà coûté la bagatelle de 24,3 millions d'euros à MPM, chiffre auquel s'ajoutent 10 millions d'euros de requalification de Rabatau, soit au total une facture d'un peu plus de 34 millions d'euros !

Sans compter ce qu'il va falloir réparer le Rond-Point du Prado pour rendre compatible le passage du Très Grand Bus !

Monsieur le Président, ce tunnel n'a aucun caractère vital pour le prolongement du tramway vers le Sud et ne résout en rien l'équation financière de sa réalisation. On s'éloigne de la visée centrale du PDU en proposant de réaliser une nouvelle ramification autoroutière dans la ville.

Et j'en finis par-là : nous sommes en train d'essayer de réparer au Nord les dégâts des pénétrantes autoroutières. Cela coûte cher et on a abimé pendant des décennies des quartiers entiers. Etes-vous sûr que la même question ne se posera pas demain pour les quartiers impactés par les pénétrantes Est ? Sur ce rapport, Monsieur le Président, nous allons nous abstenir.

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous avez dit un certain nombre de contrevérités que je suis obligé de redresser. Tout d'abord, si ce n'était pas compris dans le Plan de Déplacements, c'est parce qu'à l'époque, l'engagement du tramway jusqu'à Dromel n'avait pas été prévu. Il n'en reste pas moins vrai que ces travaux de trémie et de tunnel étaient

prévus par la précédente majorité. Ça m'étonne que cela vous ait échappé. C'était un projet qui n'était pas allé plus loin que le stade du projet. C'est ainsi, c'était une autre époque. Il y avait peut-être des différends et cela ne me concerne pas. Ce qui est sûr, c'est que le projet existait et aujourd'hui, notre volonté est de poursuivre le tramway après Castellane. Il aurait été stupide de faire un tramway qui a coûté très cher à la collectivité, plus de 80 millions d'euros, pour aller jusqu'à Castellane et s'arrêter là ; ce serait absolument inique.

Il faut donc bien entendu prolonger ce tramway d'autant plus que la population, vous le savez, va augmenter puisque le siège social de l'APHM va s'installer à Sainte Marguerite qui trouve une deuxième jeunesse. Nous devons donner aux populations qui habitent ces quartiers les moyens de se déplacer en transports en commun. Et d'ici quelques années, entre Capitaine Gèze et Dromel, il faudra une demi-heure pour traverser la ville, ce qui constitue un record à l'heure d'aujourd'hui.

Et M. Illac aurait pu arriver à l'heure !

(Rires)

Ce projet ne s'énonce pas comme vous le dites. Ce projet, c'est d'abord un projet routier. Si vous habitez du côté de ces quartiers, vous le sauriez, mais je vous invite à venir voir aux heures de pointe les difficultés qu'il y a à circuler. La population circule aujourd'hui sur une passerelle à une voie qui, certes, a une utilité indispensable. C'est bien la raison pour laquelle, si nous supprimons cette passerelle pour laisser passer le tramway, il faut faire des trémies.

Ces trémies seront au nombre de trois. Une permettra aux usagers d'aller directement sur l'autoroute A50, l'autre leur permettra d'aller dans le tunnel Prado Carénage et la troisième leur permettra de partir vers le centre-ville via le Jardin du 26^{ème} Centenaire et l'avenue Cantini.

Ces tunnels, je le répète, seront gratuits. Personne n'aura l'obligation de prendre celui qui mène dans le tunnel payant. Le tunnel est payant, il y a une concession qui remonte à longtemps. Elle remonte très précisément à l'époque de M. Vigouroux.

Contrairement à ce que vous dites, je ne change pas le contrat. Le contrat est prévu pour s'éteindre d'ici quelques années. La prorogation, qui est demandée par la société d'exploitation du Tunnel Prado Carénage, ne le sera qu'avec l'accord de l'Europe qui est juge en la matière. Si l'Europe nous donne le feu vert, après le vote que nous allons faire, nous pourrions poursuivre les travaux qui permettront aux automobilistes de ces quartiers et tous ceux qui y passent de mieux circuler et à la Société Tunnel Prado Carénage d'avoir un prolongement d'exploitation qui pourrait aller jusqu'à 7 ans.

Je m'étonne que vous n'ayez pas indiqué dans votre propos, qu'après les travaux d'exploitation du tunnel Prado Sud, on n'ait pas pris en compte le fait que ladite Société du Tunnel Prado Carénage ou Prado Sud ait à prendre en tout ou partie l'amélioration du rond-point du Prado car nous allons payer la totalité après le désordre provoqué suite aux travaux. Vous auriez pu le soulever en son temps. Je n'ai pas le souvenir que vous en ayez parlé à l'époque. En réalité, tristement, nous allons devoir tout payer. C'est vrai aussi pour le rond-point Scott.

Le Président que je suis, et à qui vous pouvez faire confiance pour être comptable des deniers publics, va essayer, dans la négociation, de faire prendre en charge l'aménagement d'un de ces ronds-points, en tout ou partie d'ailleurs, car je considère que ce n'est pas à la collectivité de prendre en charge la totalité de ces travaux. De tout façon, nous ne ferons que ce qui est légal et autorisé. Si nous avons l'autorisation, nous le ferons, sinon, nous ne le ferons pas. C'est aussi simple que cela.

Je vous demande aujourd'hui de voter ce rapport. Vous voulez vous abstenir sur ce rapport, c'est votre choix, mais je pense qu'il est utile pour la bonne circulation de cette ville. Quand on se déplace ailleurs qu'à Marseille, on peut constater le nombre de tunnels et de

trémies qui existent dans les grandes villes. Aujourd'hui, on n'arrive plus à circuler suffisamment en surface. Je pense qu'il faut libérer la surface pour permettre aux transports en commun de se déplacer rapidement et essayer, chaque fois qu'il y a des carrefours difficiles, de les aménager, particulièrement avec des trémies.

J'ai le souvenir très précis, je pense que le Président Caselli s'en souvient aussi, que nous en avons discuté ensemble. Cela arrive aujourd'hui car chaque chose arrive en son temps. Mais ne cherchez pas, il n'y a aucune anguille sous roche. Je n'ai aucune raison de vouloir faire particulièrement plaisir à telle ou telle société, pas le moins du monde.

Je me suis beaucoup battu contre un petit codicille qui, à la fin du contrat, disait qu'il ne fallait pas faire le Boulevard Urbain Sud avant les calendes grecques pour ne pas obérer la rentabilité financière. (Je sais que le Directeur du Tunnel est là et qu'il m'écoute mais je lui ai dit dix fois déjà.)

Dans nos accords, nous aurons la suppression de ce petit codicille qui d'ailleurs, en droit, ne tiendrait pas si nous devons passer devant la justice.

Voilà mes chers collègues, ce que je voulais vous dire avant de passer au vote de ce rapport.

Je le mets aux voix.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Sauvayre, la Commission « Aménagement de l'Espace Communautaire » s'est réunie le 11 février. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur SAUVAYRE.- Monsieur le Président, je me permets en préambule de remercier mes excellents Vice-présidents d'avoir fait le travail en mon absence. Cela étant précisé, les treize rapports ont été adoptés à l'unanimité des votes, avec une réserve du Front National sur tous les rapports.

Il faut noter que le rapport n°141 relatif au paiement d'une cotisation de 7500 euros à l'association « Terres en Villes » est retiré, et ce, pour nous laisser le temps d'apprécier si le montant de cette cotisation est ou reste judicieux.

Je précise que « Terres en Villes » est une association qui a pour objet de favoriser les échanges entre les territoires urbains et périurbains engagés dans des politiques agricoles et forestières périurbaines. Merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Si vous pensez qu'il faut le revoir, revoyez-le, c'est le but des Commissions.

131. AEC 001-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération pour des études et modification des documents d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communautaire.

Madame CARADEC.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

132. AEC 002-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération pour des acquisitions foncières nécessaires à l'exercice des compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Madame CARADEC.- Avis favorable. Je précise que c'est M. Vallette qui a présidé la Commission en l'absence de M. Sauvayre.

Monsieur LE PRESIDENT.- Très bien. Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

133. AEC 003-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération pour des études urbaines et de planification accompagnant la mise en œuvre des démarches d'urbanisme.

Monsieur VALLETTE.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

134. AEC 004-19/02/15 CC - Affectation des autorisations de programme pluriannuelles aux opérations de Planification, d'Urbanisme, d'Aménagement et du foncier

Monsieur VALLETTE.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

135. AEC 005-19/02/15 CC - Revalorisation de l'opération d'investissement pluriannuelle pour l'élaboration du SCOTg et du PLUI

Monsieur VALLETTE.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

136. AEC 006-19/02/15 CC - Elaboration et mise en œuvre de Projets Urbains Partenariaux (PUP) sur le territoire communautaire - Revalorisation de l'Autorisation de Programme pluriannuelle

Monsieur VALLETTE.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

137. AEC 007-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable sur le territoire communautaire (2ème phase).

Monsieur VALLETTE.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

138. AEC 008-19/02/15 CC - Plan Local d'Urbanisme de Gignac-la-Nerthe. Engagement de la procédure de modification n°4.

Monsieur VALLETTE.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

139. AEC 009-19/02/15 CC - Plan Local d'Urbanisme de Châteauneuf-les-Martigues. Engagement de la procédure de modification n°5.

Monsieur VALLETTE.- Même vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

140. AEC 010-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association "Architectures Maîtres d'Ouvrage Provence Méditerranée".

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

141. AEC 011-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association "Terres en Villes"

Rapport retiré

142. AEC 012-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

143. AEC 013-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de recherche avec l'Université Aix-Marseille pour l'année 2014-2015.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

144. AEC 014-19/02/15 CC - Apport foncier par la société Les Commerces Saint-Loup, valant participation au titre du Programme d'Aménagement de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Vassal, la Commission « Développement Economique et Emploi » s'est réunie le 10 février. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Madame VASSAL.- Les dix rapports examinés en Commission ont obtenu une réserve de vote du Front National et un avis unanime de l'ensemble de la Commission.

Je tiens à souligner que dans cette Commission, nous avons passé des subventions sur tous les acteurs économiques de notre territoire. MPM joue un rôle fondamental sur ces dossiers. Certes, c'est de sa délégation, mais c'est surtout un appui très fort au monde de l'entreprise avec des participations importantes dans les achats de zones pour pouvoir booster les incitations à l'installation d'entrepreneurs et également des fonds d'innovation assez importants.

C'est au total plus d'un million d'euros qui sera consacré à ces acteurs économiques du territoire qui ont pour but de se développer et faire en sorte que le chômage diminue le plus possible.

Je profite de cette occasion pour signaler, en associant mon collègue Vice-président Patrick Boré, la magnifique inauguration que nous avons faite sur le démarrage de la zone Athélia la semaine dernière et pour vous dire qu'aujourd'hui, il faut que l'ensemble des institutions puissent travailler ensemble ; non seulement les EPCI, les communes les plus importantes, mais aussi les autres acteurs institutionnels que sont le Conseil régional et le Conseil général, la Chambre de Commerce, l'Union Patronale et les différentes fédérations de métier de ce territoire. Il faut que nous tirions tous la charrue dans le même sens. Car aujourd'hui, nous devons jouer collectif pour avoir un seul mot d'ordre, celui de la création d'emplois. C'est ce que nous faisons ici au sein de MPM, c'est ce que nous faisons en collaboration avec d'autres EPCI. Nous devons le faire sur un territoire complet avec l'ensemble des acteurs et je tiens à souligner que ce n'est pas le cas aujourd'hui. J'espère que demain, nous pourrons le faire de manière plus collective.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Vassal. Il est vrai que ce sont là des rapports très importants. Vous avez cité Athélia 5. Je m'y suis rendu la semaine passée pour son lancement mais il faut rappeler que les quatre autres zones Athélia ont généré à peu près 4000 emplois. Athélia 5 devrait en générer 1800 ou 1850. Tout cela constitue de l'enrichissement collectif important et intéressant.

145. DEV 001-19/02/15 CC - Promotion des Zones d'activités de Marseille Provence Métropole dans les salons professionnels et économiques.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

146. DEV 002-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à Provence Meeting - Approbation d'une convention

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

147. DEV 003-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à Provence Promotion pour la réalisation d'une étude de ciblage des marchés et d'un plan de prospection autour du projet Henri Fabre et approbation d'une convention.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

148. DEV 004-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement à l'association Inovsys pour la mise en place de la phase 0 du Technocentre Henri Fabre et approbation d'une convention.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

149. DEV 005-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association Marseille Innovation et approbation d'une convention

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

150. DEV 006-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association « Pépinière Histoire d'Entreprises » et approbation d'une convention.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

151. DEV 007-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'entreprise Moarty dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) et approbation d'une convention.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

152. DEV 008-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'entreprise GenePred Biotechnologies dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) et approbation d'une convention.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

153. DEV 009-19/02/15 CC - Adhésion à l'association Club de la Croisière Marseille Provence et paiement de la cotisation 2015

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

154. DEV 010-19/02/15 CC - Zone d'Aménagement Concerté Athélia V - Modalités de la participation financière des constructeurs au coût d'équipement de la Zone.

Madame VASSAL.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Fructus, pouvez-vous nous parler de la Commission « Habitat et Politique de la Ville » qui s'est réunie le 13 février?

Madame FRUCTUS.- Monsieur le Président, mes chers collègues, dix rapports ont été examinés lors de cette Commission pour laquelle mon collègue Daniel Hermann m'a remplacée avantageusement, j'en suis sûre. Tous les rapports ont été adoptés à l'unanimité avec une réserve du Front National.

Il faut souligner un rapport intéressant qui concerne la nouvelle programmation politique de la ville 2015 que nous proposons à votre initiative, Monsieur le Président et qui s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du nouveau contrat de ville que nous menons à marche forcée avec les autres communes concernées : La Ciotat, Marignane et Septèmes, dans le cadre intercommunal puisque c'est le nouveau cadre que nous impose la loi. Nous proposons de profiter de cette année qui est une année transitoire entre les anciens CUCS et les nouveaux contrats de ville pour faire une expérimentation de programmation des subventions des actions des associations que la Communauté urbaine assume dans le cadre de la politique de la ville, en maintenant l'enveloppe à hauteur de ce qu'elle était jusqu'à maintenant, c'est-à-dire 220 000 euros qui se répartissent pour La Ciotat à hauteur de 40 000 euros, pour Marignane à hauteur de 30 000 euros, pour Marseille à hauteur de 120 000 euros et pour Septèmes à hauteur de 20 000 euros.

L'idée est de faire en sorte que la contribution à des projets structurants soit validée, qu'elle concerne des compétences de la Communauté urbaine et qu'elle intervienne sur plusieurs sites de la géographie prioritaire et en même temps de proposer la constitution d'un fonds de participation des habitants pour encourager des initiatives d'habitants ciblées sur la proximité et le lien social.

Ce rapport a fait l'objet d'échanges fournis entre l'ensemble des Commissaires et a abouti à un satisfecit général sur cette proposition d'expérimentation.

155. HPV 001-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2015 à l'association "Emergence(s) Compétences Projets" pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Centre - Approbation d'une convention

Monsieur HERMANN.- Mon intervention concerne les rapports n°155, 156 et 157, c'est-à-dire sur les PLIE.

Aujourd'hui, dans notre Communauté urbaine, les chiffres du chômage sont malheureusement très élevés. Le nombre de demandeurs d'emploi s'élevait en novembre 2014 à un total de 104 000, avec une évolution de + 4.4% sur une année. Je vous rappellerai que l'évolution sur 5 ans de l'ensemble des Bouches-du-Rhône est de plus de 43%.

C'est pour cette raison qu'ont été mis en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi : ceux-ci mettent en place pour ces demandeurs d'emploi de longue durée, un accompagnement personnalisé à l'emploi à travers un « parcours » d'environ dix-huit mois qui sera proposé à la personne et qui lui permettra de résoudre ses difficultés et de se construire un projet professionnel. Les PLIE mobilisent pour cela le tissu économique local, en essayant de capter avec l'aide de Pôle Emploi des postes de bas niveau de qualification qui pourront être proposés à leurs participants. Enfin, les PLIE soutiennent aussi les structures d'insertion par l'activité économique, qui offrent des emplois qui sont à mi-chemin entre le monde de l'entreprise et celui du social.

Ce dispositif est proposé à tous les habitants de notre territoire, à travers les trois PLIE (Est, Centre et Ouest) portés par trois associations différentes, mais agissant à partir des mêmes principes d'action. Ainsi chaque PLIE œuvre dans la proximité, en lien avec les demandeurs d'emploi et les entreprises de son secteur. Cette organisation permet une adéquation maximum entre chacun des plans et les particularités de leur territoire.

Au sein de ces plans se trouvent différents partenaires institutionnels, signataires d'un même protocole d'accord : l'Union Européenne, l'Etat, la Région, le Conseil Général et la Communauté urbaine qui en est d'ailleurs le chef de file.

C'est ainsi qu'ont été accompagnées plus de 3 200 personnes au sein de Marseille Provence Métropole, et que 993 d'entre elles ont trouvé un emploi ou une formation.

Les trois PLIE de MPM ont aussi une autre action, celle d'aider à la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés publics et privés. En 2014, 43 maîtres d'ouvrage ont été concernés par l'application de ces clauses dans les marchés qu'ils ont passés avec des entreprises. Près de 172 000 heures ont été réalisées ainsi par 436 demandeurs d'emploi, issus pour un grand nombre d'entre eux des quartiers prioritaires de la ville.

Comme vous le voyez, chers collègues, la Communauté urbaine a pris la mesure des difficultés liées à l'emploi et un des axes forts voulu par vous-même Monsieur le Président, en un mot, la nouvelle feuille de route est d'articuler fortement politique de développement économique et politique de l'emploi qualifié, même *a minima* et cela, à un niveau stratégique et prioritaire.

Les PLIE bien entendu participent à ce nouvel enjeu, c'est pour cette raison que je vous demande de voter ces trois rapports qui intéressent vraiment l'emploi qui est malheureusement l'épine dans notre pied économique.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Les PLIE constituent un vrai sujet de débat dans la perspective de la Métropole. Il faudra élargir le périmètre de tout cela.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

156. HPV 002-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2015 à l'association "Ciotat Emploi Initiatives" gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Est - Approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

157. HPV 003-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention pour l'année 2015 à l'association du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Ouest - Approbation d'une convention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

158. HPV 004-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

159. HPV 005-19/02/15 CC - Programmation politique de la ville 2015 : Nouvelles orientations

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

160. HPV 006-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la réfection et la mise aux normes de la passerelle entre la copropriété Florida Parc et l'ensemble la Chaume à Marignane

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

161. HPV 007-19/02/15 CC - Adhésion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) -des Bouches-du-Rhône - Approbation d'une Charte de Partenariat 2015-2017 - Attribution d'une subvention

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

162. HPV 008-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à Alliance Villes Emploi

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

163. HPV 009-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'association Transport Mobilité Solidarité (TMS)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

164. HPV 010-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°2 à la convention passée avec l' Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) - Zone Urbaine Sensible (ZUS) Centre Nord à Marseille (1er, 2e, 3e arrondissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

COMMISSION PORTS ET ESPACE MARITIME

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Pontous, pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux de la Commission « Ports et Espace Maritime » ?

Monsieur PONTOUS.- Monsieur le Président, les sept rapports examinés ont reçu un avis favorable à l'unanimité.

165. POR 001-19/02/15 CC - Approbation d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la Soleam pour l'étude du projet de village d'entreprises du pôle technique de plaisance de l'Anse du Pharo

Madame BERNASCONI.- Monsieur le Président, ce rapport qui concerne l'anse du Pharo est un rapport à la fois symbolique pour le 7^e arrondissement de Marseille, mais également symbolique pour la vocation économique du site et représente un véritable enjeu économique pour Marseille et pour notre territoire métropolitain.

Je me réjouis que nous puissions enfin ensemble donner à ce site une vocation essentielle dans ce développement économique mais aussi une vocation patrimoniale et culturelle pour l'ensemble de notre territoire.

Il est vrai que ce chantier naval du Pharo avait été longtemps mis de côté, avait subi des hésitations. Ces dernières années ont représenté des espoirs déçus mais aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir d'avoir trouvé une oreille attentive auprès du Président de la Communauté urbaine, auprès de vous, Monsieur Teissier, qui vous êtes personnellement impliqué dans ce dossier et qui, en quelques mois, avez pu présenter un projet qui permet d'envisager une requalification du site dans un terme qui soit un terme tangible aujourd'hui.

Nous allons voter une première étape d'un nouveau projet, d'une nouvelle vie pour ce chantier de l'anse du Pharo. Il s'agit aujourd'hui d'ouvrir une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour définir avec précision la vocation du site, mais le définir en prenant compte de l'avis des habitants, de l'attente des élus également car de nombreux élus, dont Dominique Tian, avaient demandé depuis longtemps la requalification de ce site qui avait tardé à venir.

En parallèle, nous avons travaillé en concertation avec la mairie de secteur, pour que d'ores et déjà le site soit évacué. Ce sont plus de 15 tonnes de déchets qui ont été évacués de l'espace public. C'est incroyable mais il fallait agir et agir vite. Vous l'avez fait, Monsieur le Président.

Aujourd'hui, la Communauté urbaine s'engage à procéder à la destruction de tous les hangars qui sont dangereux, qui sont insalubres. Tout cela va commencer dans les prochains mois, ce qui permettra enfin au site d'accueillir de nouvelles activités dans les meilleures conditions.

Permettez-moi de vous dire que les habitants du 7^{ème} arrondissement et moi-même nous nous félicitons que la vocation maritime soit conservée à ce site, plus précisément des activités de réparation navale, d'entretien et de maintenance des bateaux de plaisance. Nous nous réjouissons que ces activités confirment l'identité du site.

Les habitants mais également les professionnels de l'anse du Pharo attendaient un signal fort, aujourd'hui, il est donné, en maintenant au cœur de l'anse du Pharo, une zone dédiée aux métiers traditionnels de la mer. Nous faisons honneur, nous en sommes

convaincus, à l'âme maritime de Marseille et de notre territoire.
Je vous en remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est vrai que je souhaitais que l'on redonne vie à cette anse du Pharo en ramenant tous ces beaux métiers manuels que sont les charpentiers de marine, les shipchangers, les voiliers. Toute cette zone restera dédiée à cet artisanat de la plaisance et des petits métiers, puisque c'est ainsi que l'on appelle les pêcheurs qui ne sont pas hauturiers. C'est effectivement un très bon rapport. Ce site charmant est devenu un endroit catastrophique mais vous avez dit cela parfaitement.

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

166. POR 002-19/02/15 CC - Approbation du règlement intérieur et de la composition des commissions d'attribution des autorisations d'occuper les postes à flot au sein des périmètres de ports communautaires

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

167. POR 003-19/02/15 CC - Approbation du principe d'une délégation de service public en vue de l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique Marseille Provence Métropole en 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

168. POR 004-19/02/15 CC - Approbation du principe d'encaissement de la taxe de séjour pour le compte des communes ayant sur leur territoire un port de plaisance géré par MPM et d'une convention type fixant les modalités d'encaissement et de remboursement de la taxe de séjour par MPM au profit des communes concernées.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

169. POR 005-19/02/15 CC - Création et affectation d'une opération concernant la participation du budget principal aux travaux de restructuration des quais du Frioul

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

170. POR 006-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité de l'année 2013 de la Société DG Services, délégataire de service public en charge de l'avitaillement et du carénage sur le port de plaisance de Carry le Rouet

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

171. POR 007-19/02/15 CC - Présentation du rapport d'activité pour l'année 2013 de la Sarl Nouvelle Aire, délégataire de service public en charge de l'avitaillement sur le port de la Pointe Rouge à Marseille
Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur LE PRESIDENT.- A cet instant, je vais devoir vous quitter comme je vous l'avais dit car j'ai un avion à prendre mais la séance continue. Je demande au Vice-président chargé des finances de prendre ma place. Je vous remercie, vous souhaite une bonne fin de séance et de bonnes vacances.

(M. le Président Teissier quitte la séance. M. Montagnac reprend la présidence de séance).

COMMISSION ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE, PATRIMOINE FONCIER, PROTECTION ET SÉCURITÉ DES ESPACES COMMUNAUTAIRES

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur De Pietro, la Commission « Équipements d'Intérêt communautaire, Patrimoine Foncier, Protection et Sécurité des Espaces communautaire » s'est réunie le jeudi 12 février. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur DE PIETRO.- Monsieur le Président, douze rapports ont été présentés à la Commission. Les quatre derniers concernant le PPRT de Châteauneuf-les-Martigues ont été retirés suite à un tout récent rapport de Total qui souhaite désengager pour partie ses activités à risque et une redéfinition du cadre de ce PPRT à venir.

Les quatre premières délibérations concernaient le cimetière communautaire de La Ciotat, de Ceyreste, ainsi que le crématorium de Saint Pierre. Ils ont reçu un avis unanime. Le septième rapport concernait un avenant sur la délégation de service public pour la piscine communautaire de Cap Provence, il a été adopté à la majorité avec une abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire.

Le huitième rapport concernait l'approbation des principes cadre pour la mise en œuvre de la compétence aménagement entretien et gestion d'accueil des aires des gens du voyage avec une abstention du groupe Front National.

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur Giberti, avez-vous quelque chose à ajouter ?
(Pas d'observation)

172. EPPS 001-19/02/15 CC - Revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un cimetière communautaire à La Ciotat

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

173. EPPS 002-19/02/15 CC - Création d'une opération d'investissement relative aux travaux de réfection et d'aménagements complémentaires du cimetière communautaire de Ceyreste

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

174. EPPS 003-19/02/15 CC - Création d'une opération d'investissement relative aux études et diagnostics du Crématorium Saint-Pierre à Marseille.

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

175. EPPS 004-19/02/15 CC - Création d'une opération d'investissement relative aux travaux de réfection et de renouvellement des fours et des équipements du Crématorium Saint-Pierre à Marseille

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

176. EPPS 005-19/02/15 CC - Création d'une opération d'investissement relative à des travaux d'aménagement, de réfection et de mise aux normes du stade nautique Cap Provence à Cassis.

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

177. EPPS 006-19/02/15 CC - Approbation d'une convention avec la commune de Marignane relative à la gestion et à l'animation de la base de loisirs de l'Esteou

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

178. EPPS 007-19/02/15 CC - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public n°13/218 pour la gestion et l'exploitation de la piscine communautaire Cap Provence

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Pour un Territoire Solidaire

179. EPPS 008-19/02/15 CC - Approbation des principes cadre pour la mise en œuvre de la compétence "aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage"

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur Ghigonetto, rapporteur de ce dossier, avez-vous quelque chose à ajouter ?

(Pas d'observation)

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

180. EPPS 009-19/02/15 CC - Approbation de la convention cadre pour la mise en œuvre du Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Raffinerie de Provence, à Châteauneuf-les-Martigues

Rapport retiré

181. EPPS 010-19/02/15 CC - Approbation de la création d'une opération d'investissement pour le financement des travaux prescrits par le Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Raffinerie de Provence, à Châteauneuf-les-Martigues

Rapport retiré

182. EPPS 011-19/02/15 CC - Approbation d'une convention de financement des mesures foncières prescrites par le Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Raffinerie de Provence, à Châteauneuf-les-Martigues.

Rapport retiré

183. EPPS 012-19/02/15 CC - Approbation de la création et de l'opération d'investissement de financement des mesures foncières du Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Raffinerie de Provence, à Châteauneuf-les-Martigues

Rapport retiré

COMMISSION INNOVATION PROSPECTIVE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur Collart, la Commission «Innovation, prospective et enseignement supérieur» s'est réunie le lundi 9 février. Pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux ?

Monsieur COLLART.- Neuf rapports ont été étudiés et ont reçu un avis favorable unanime de la Commission avec réserve de vote du Front National pour le dernier, le rapport n°192 concernant un soutien au projet *The Camp* sur lequel je voudrais dire un mot car c'est un projet d'envergure.

Le projet *The Camp* correspond à la création sur le plateau de l'Arbois d'un projet d'écosystème à forte valeur ajoutée dédié à l'innovation, à l'expérimentation et à la formation sur le concept de la ville du futur ou *Smart City*.

Il s'agit d'un projet de portée internationale unique en Europe et s'intégrant dans la dynamique de la *French Tech* et qui va regrouper sur le même site des étudiants, des managers et des entrepreneurs du monde entier.

Ce projet est une opportunité majeure pour notre territoire et va offrir de nombreux services aux collectivités sur la préparation de la « ville de demain ».

La construction de ce site de 11.000 m² va débuter en avril pour une ouverture en janvier 2017.

Même s'il s'agit d'un projet hors territoire communautaire, il aura un impact bien au-delà de son périmètre géographique et un impact très important pour notre territoire métropolitain.

La nouvelle compétence sur l'enseignement supérieur et la recherche de notre institution nous incite à être un partenaire important de ce projet et cela serait une faute pour notre institution de ne pas s'y associer.

Ce projet est mené à bien grâce au soutien de contributeurs financiers majeurs comme Microsoft, Airbus et Google mais également grâce au soutien des collectivités comme la Région. La Communauté urbaine fera une avance de cinq millions d'euros libérables sur 5 ans et remboursables à compter de la septième année. Il ne s'agit pas d'une subvention mais d'un fond d'amorçage qui permettra d'aider au lancement du projet et ensuite de récupérer l'argent investi.

Nous pensons qu'il est fondamental de soutenir ce projet ambitieux qui fera rayonner notre territoire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

184. IPE 001-19/02/15 CC - Adhésion de Marseille Provence Métropole à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2015

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

185. IPE 002-19/02/15 CC - Paiement de la cotisation 2015 à l'Association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs).

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

186. IPE 003-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'Incubateur Impulse et approbation d'une convention.

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

187. IPE 004-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'Association Grand Luminy pour la gestion d'une pépinière biotech et approbation d'une convention

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

188. IPE 005-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) et approbation d'une convention

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

189. IPE 006-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Mer Méditerranée et approbation d'une convention.

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

190. IPE 007-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Pégase et approbation d'une convention.

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

191. IPE 008-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention au pôle de compétitivité Systèmes Complexes d'optique et d'imagerie (Optitec) et approbation d'une convention.

Monsieur MONTAGNAC.- Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

192. IPE 009-19/02/15 CC - Enseignement supérieur et recherche - Approbation du principe de l'intervention au profit de la SAS The Camp

Madame FURACE.- Monsieur le Président, la Communauté urbaine est sollicitée pour l'octroi d'une aide sous forme d'avance remboursable ou de subvention, au profit du projet de la SAS *The Camp*.

Nous tenons tout d'abord, à souligner l'intérêt d'un tel projet, surtout au moment où notre Métropole en devenir affirme, via la *French Tech*, son ambition en matière de nouvelles technologies.

Ce premier campus de l'innovation en Europe va donc bien dans le sens des initiatives qu'il faut de notre point de vue accompagner.

Il devrait en effet, contribuer significativement au positionnement de nos territoires sur ces thématiques à fort enjeu économique car il associe de manière innovante :

- entreprises « installées »,
- startups,
- cadres issus du privé comme du public,
- étudiants en cursus de complément,
- et, plus largement, les jeunes de notre région.

Nous espérons en outre que par effet de levier nous bénéficierons de retombées significatives en termes d'emplois hautement qualifiés, emplois qui nous font beaucoup défaut.

Le projet *The Camp* augure bien de la collaboration à venir entre d'une part, les acteurs majeurs du développement régional que sont le Conseil régional et la future Métropole et d'autre part le tissu économique et la communauté scientifique.

La nouvelle mouture du dossier qui devrait être très prochainement présentée, *a priori* courant avril au Conseil régional, collectivité chef de file sur ces thématiques, est *a priori* satisfaisante.

Le modèle de partenariat public privé développé est dorénavant à la hauteur des enjeux.

La SAS a en effet intégré dans son projet de convention, une révision du plan de financement proposé initialement.

Par ailleurs, les échanges entre vous-même et notre groupe sur les contours techniques et financiers de ce partenariat, comme sur la maîtrise du risque juridique pour notre institution, sont également de nature à nous rassurer.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, le groupe apporte son entier soutien à cette initiative, même s'il convient de rappeler que celle-ci reste conditionnée par la décision à venir de la Région.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur ILLAC.- Je ne vais pas revenir sur le contenu de ce projet, tout a été dit sur l'intérêt que l'on pourrait tous y trouver au final. En revanche, je m'en suis expliqué avec le Président en Conférence des Présidents, ce rapport est arrivé sur table au dernier moment, nous n'avons pas eu assez de recul. Il est largement conditionné, même si nous avons échangé au même moment sur la garantie et le risque pour notre collectivité, à une convention avec la Région. La Région tient sa séance plénière demain et cette convention n'est pas à l'ordre du jour de la séance de demain.

Notre groupe pense qu'il était un peu prématuré de le présenter. J'avais demandé que l'on retire et l'on reporte l'examen du principe de ce rapport et de ce projet au prochain Conseil de Communauté. *A priori*, cela n'a pas été entendu. Si ce n'est pas entendu, nous nous abstiendrons sur ce vote.

Il manque des garanties, des assurances et la convention de la Région n'est pas encore enrôlée, donc il y a suffisamment de raison de reporter, d'autant que le rapport est arrivé tardivement sur table.

Monsieur MONTAGNAC.- Y a-t-il d'autres interventions ?

(Pas d'observation)

Je voudrais signaler que la Communauté d'agglomération d'Aix a déjà pris cette délibération. En ce qui nous concerne, c'est une délibération de principe. Je pense que c'est assez sympathique que nous démontrions, avant la Région, notre envie de développer ce campus. C'est un signe fort que nous donnons. C'est dommage de s'abstenir car c'est une partie de notre avenir et de l'avenir de la Métropole.

Je crois que c'est le signe fort que nous souhaitons tous ensemble œuvrer pour le développement de ce type de campus parce que c'est l'avenir.

(Applaudissements)

Monsieur MOLINO.- Monsieur le Président, lorsque j'avais la responsabilité des transports, j'avais demandé à ce que les rapports ne soient remis sur table qu'en cas d'urgence. Il y a une époque où l'on remettait des rapports à traiter sur table et nous n'avions pas suffisamment de recul. Je comprends très bien la position du Président de mon groupe car il n'y avait pas péril en la demeure. Cela ne passe même pas demain au Conseil régional ! Je pense qu'il n'y avait pas d'urgence à ce que ce rapport soit présenté. Il serait souhaitable qu'à l'avenir, il y ait moins de rapports sur table car cela ne permet pas aux membres de la Commission de travailler sur les dossiers comme ils le doivent.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je rappelle que c'est une délibération de principe. Je pense que nous aurons l'occasion d'en rediscuter. Nous avons l'habitude, nous les Maires, d'avoir au dernier moment une délibération à apporter. Il faut éviter de le faire mais à certains moments...

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté

Abstention du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine
Abstention du groupe Pour un Territoire Solidaire

COMMISSION RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET TOURISME

Monsieur MONTAGNAC.- Monsieur Zanini, la Commission « Rayonnement international et tourisme » s'est réunie le 11 février 2015.

Monsieur ZANINI.- La Commission s'est réunie le 11 février. Seulement deux rapports étaient soumis à notre réflexion. Ils ont obtenu un avis favorable unanime de la Commission avec une réserve du Front National.

193. RIT 001-19/02/15 CC - Attribution d'une subvention à l'association "Printemps du Livre"

Monsieur MONTAGNAC.- Madame Milon, avez-vous une intervention à faire sur le rapport n°193 ?

(Pas d'observation)

Je le mets aux voix.

Le rapport est adopté

Vote contre du groupe Front National Rassemblement Bleu Marine

194. RIT 002-19/02/15 CC - Approbation d'une convention Attribution d'une subvention à "Enfants du monde" dans le cadre d'une opération de coopération décentralisée pour l'accès à l'eau au profit des populations de la région Bobo au Mali, en application de la loi Oudin-Santini
Rapport retiré

Monsieur MONTAGNAC.- La séance est levée.

(La séance est levée à 12 heures 20).